

LES CAHIERS 01

D'AUTONOMIE DE CLASSE **A2C** | JANVIER 2022

EN 2022,
PLUS QUE JAMAIS,
UNE STRATÉGIE,

**L'AUTONOMIE
DE CLASSE**



ÉDITO

EN 2022, PLUS QUE JAMAIS, UNE STRATÉGIE, L'AUTONOMIE DE CLASSE

« Il ne suffit pas d'être un-e révolutionnaire. Il faut savoir trouver, à chaque moment donné, le maillon précis dont on doit se saisir de toutes ses forces pour retenir toute la chaîne et préparer solidement le passage au maillon suivant ; l'ordre de succession des maillons, leur forme, leur assemblage et ce qui les distingue les uns des autres, ne sont pas aussi simples, ni aussi rudimentaires dans une chaîne d'événements historiques que dans une chaîne ordinaire, sortie des mains d'un forgeron. »

Année nouvelle, revue nouvelle ? Le hasard du calendrier (grégorien, pas électoral) fait que ce premier numéro des *Cahiers de l'Autonomie de Classe* paraît avec les premiers jours de 2022. Pourtant, comme beaucoup de bonnes résolutions, cette revue se réalise avec son lot de retards et d'imperfections. Le contenu de ce premier numéro ne reflète en effet qu'une petite partie du travail fourni collectivement ces derniers mois, et nous avons imaginé le résultat plus long, plus cohérent, plus mieux. Qu'importe, personne n'a jusqu'ici appris à marcher sans tituber ou sans s'aider de ses mains. Nous avons fait nos premiers pas et nous sommes toujours debout, un peu plus fort·e·s et plus rassuré·e·s aujourd'hui que nous ne l'étions hier. Nous avons gagné le droit de remettre ça pour les prochains numéros.

A2C ne prétend pas inventer la marche, mais seulement apprendre à marcher par ses propres moyens. Cette revue veut rompre avec les tendances dominantes à la division du travail entre les intellectuel·le·s et les militant·e·s, entre d'un côté ceux qui élaborent et réfléchissent et de l'autre les gens d'action et de terrain. Contre cette solution de la facilité, qui tend à donner des élaborations abstraites et parfaitement inutiles au mouvement, nous choisissons de nous faire violence et de tenter d'élaborer « dans le mouvement, pour le mouvement »². Il ne s'agit pas avant tout de nous former, la question ne se résume pas à la transmission de savoirs et de traditions d'une génération militante à l'autre, malgré toute sa nécessité. Il faut prendre le temps aujourd'hui d'élaborer en commun des réponses aux questions brûlantes que pose le mouvement, et de tester ces réponses dans le mouvement.

En d'autres mots, nous forger en tant qu'« intellectuel·le·s organiques », membres à part entière de notre classe exploitée et opprimée, qui subit violences physiques et morales dans son existence quotidienne, mais dont la position même invite à la lutte. Et la lutte, bien qu'elle apparaisse partielle, épisodique et spécifique avant tout à ceux qui la mènent (« purement » économique et syndicaliste, « purement » antisexiste, « purement »

Il faut prendre le temps aujourd'hui d'élaborer en commun des réponses aux questions brûlantes que pose le mouvement, et de tester ces réponses dans le mouvement.

antiraciste, etc...), amène à des questionnements nouveaux et à des conclusions nouvelles. Comment avancer ? Comment franchir tel ou tel obstacle inattendu ? Que faire lorsqu'on se rend compte que notre revendication « modeste » (par exemple, que le gouvernement lutte sérieusement contre les féminicides, ou qu'on arrête de glorifier des violeurs) nous amène à un affrontement avec le système dans son ensemble ? Même si l'on ne s'intéresse pas à la politique, on se rend compte dès que l'on bouge que la politique s'intéresse bien à nous.

Pas de révolution sans crise du système

Deux questions fondamentales distinguent les réformistes des révolutionnaires. Premièrement, les réformistes pensent que les petites concessions arrachées ou quémandées au système constituent un objectif en soi : leur accumulation permettra d'obtenir, petit à petit, des progrès dans nos conditions de vie. Deuxièmement, les réformistes ne s'appuient sur l'auto-activité des masses que dans la mesure où celle-ci leur offre un marchepied pour aller négocier ces concessions avec la classe dirigeante et ses représentants. La fin est dans la réforme, le moyen est la lutte parlementaire, électorale et institutionnelle, soutenue si possible par des mobilisations qui jouent un rôle subordonné dans toute l'affaire.

Pour les révolutionnaires, l'inverse est vrai. Premièrement, iels pensent que le changement dans nos vies viendra par un changement de système, et non par l'accumulation de réformes au sein du système existant. Deuxièmement, le changement révolutionnaire viendra nécessairement par en-bas,

Une classe ouvrière qui s'engage dans la lutte contre les frontières est une classe ouvrière qui s'envisage déjà en classe dirigeante, qui tente d'imposer ses solutions politiques

par l'auto-activité massive de celles et ceux qui ont intérêt au changement.

C'est en se confrontant réellement aux limites du système qu'on peut espérer le connaître pour le transcender. La longue crise économique que la classe dirigeante est incapable de résoudre évolue en crise organique et infecte graduellement le champ politique et idéologique de la société³. Elle se manifeste par la fuite en avant sur le climat, la réponse chaotique à la pandémie, et bien entendu l'intensification des attaques contre nos conquêtes sociales. L'incapacité de la classe dirigeante à accorder des concessions partielles (économique et politiques) qui assoiraient son hégémonie sur la société est une caractéristique fondamentale de la période. Faute de carotte, la classe dirigeante nous fait goûter au bâton. Engagée dans une spirale infernale de racisme et d'autoritarisme, elle fertilise le sol pour les fascistes. Autant de raisons de faire la révolution.

C'est pourtant la perspective de réformes et non de révolution qui constitue la porte d'entrée des masses dans la lutte : une augmentation des salaires, le retrait de la réforme des retraites, la lutte contre les différentes manifestations du racisme, du sexisme, etc. Mais comme, pour les révolutionnaires, l'auto-activité des masses est la fin et non un simple moyen, à nous d'être présent-e-s dans ces luttes « réformistes » par en-bas, de les encourager, de les construire et de les radicaliser. C'est par l'activité pratique et la lutte active pour les réformes, que la conscience de classe, que la conscience révolutionnaire a une chance de se développer et de s'étendre.

Dans cette période, la multiplication des « candidatures anticapitalistes et révolutionnaires » ne nous paraît pas porteuse d'espoir ni d'avenir. Plutôt que de jouer sur le terrain miné de la mascarade électorale, que nombreuses et nombreux dans notre classe désertent car ils savent bien que c'est celui de la bourgeoisie, c'est la stratégie de l'autonomie de classe que nous entendons défendre et faire vivre avec cette revue. Une stratégie par en bas, par la constitution de comités de lutte qui loin des calendriers électoraux et des tribunes médiatiques ancrent les revendications et les pratiquent autonomes dans la réalité de nos quartiers, dans les multiples formes que prend la lutte des classes.

C'est bien ainsi, pas à pas, sans raccourcis, mais en étant attentifs aux accélérations de l'histoire, que se construit l'autonomie de notre classe, pas en mendiant 500 signatures et des miettes médiatiques, quitte à accepter de débattre avec des fascistes, point achevé de l'inconséquences électoraliste. Alors oui, dans cette période nous faisons notre le slogan zapatiste « *Votez, ne votez pas, on s'en fout ; Organisez vous !* »

C'est dans ce contexte de crise, d'intensification des dangers mais aussi des possibilités, que nous ressentons à A2C le besoin d'élaborer collectivement

et stratégiquement. La revue est une des formes que prennent ces tentatives d'élaborations, et notre objectif est qu'elle devienne un outil de débat et de constructions collectives. Un lieu où on essaierait de répondre aux nombreuses questions de fond soulevées par le mouvement, en particulier mais pas uniquement là où nous intervenons en tant que militant-e-s.

La lutte contre le racisme est par essence une lutte de classe

Prenons pour exemple la question de la lutte contre le racisme. En quoi est-elle liée à la lutte anticapitaliste ? Certain-e-s nous diront que le racisme est une caractéristique du capitalisme (et sur ça, iels ont raison), et donc qu'il suffit de lutter contre le capitalisme plutôt que de lutter spécifiquement contre le racisme. Il n'est pas difficile de se rendre compte que le même raisonnement est appliqué à la question du fascisme, de l'oppression des femmes, des migrant-e-s, de la LGBT+phobie, de la guerre, etc. Proclamer donc la lutte contre le Capital sans faire attention à la situation politique concrète, à l'importance de la question du racisme dans le maintien et le renforcement du règne du Capital. Oublier que le racisme divise notre classe, que le racisme est l'outil principal pour mettre notre classe au garde-à-vous derrière la classe dirigeante, qu'il est le ciment idéologique du fascisme et que sa banalisation sert de cheval de Troie aux fascistes pour étendre leur auditoire et fidéliser leurs membres. Oublier que l'antiracisme est aujourd'hui un vecteur de radicalisation contre le système, puisque même les gens « normaux » qui souhaitent simplement s'assurer que les migrant-e-s aient de quoi manger se retrouvent obligé-e-s de participer à des batailles rangées contre les CRS à Calais. La lutte contre le racisme est par essence une lutte de classe, pour peu qu'on ne réduise pas la lutte des classes à la lutte syndicale contre un patron. C'est une lutte de classe car une classe ouvrière acceptant le racisme se retrouvera divisée, affaiblie et bientôt incapable de se battre ne serait-ce que pour des miettes. C'est une lutte de classe car la lutte pour l'ouverture des frontières et pour l'accueil des migrant-e-s signifie imposer notre propre logique, celle de la satisfaction des besoins humains, contre la logique de l'État et du capital ; non pas dans un programme mais dans les faits. Une classe ouvrière qui s'engage dans la lutte contre les frontières est une classe ouvrière qui s'envisage déjà en classe dirigeante, qui tente d'imposer ses solutions politiques aux « problèmes » de la nation, quelles que soient les conséquences pour les patrons, pour l'économie régie selon les règles capitalistes, ou pour l'État ; c'est une classe autonome politiquement. On peut reprendre sans aucune exagération la fameuse citation de Lénine pour dire qu'un-e ouvrier-e qui se bat pour une augmentation de salaire est un-e bon-ne syndicaliste, alors qu'un-e ouvrier-e qui se bat contre l'islamophobie ou pour l'ouverture des frontières est déjà révolutionnaire et anticapitaliste.

Alors pourquoi faire le pari, aujourd'hui, de la campagne « Antiracisme et solidarités » ? D'abord car la lutte antiraciste doit être un des axes principaux de toute stratégie révolutionnaire comme mentionné plus haut. Mais aussi car le thème du



racisme s'impose comme une évidence en cette année électorale, c'est ce qui lie profondément la question des sans-papiers et des migrant-e-s, la question des violences policières et celle, évidemment, de l'islamophobie. Sa banalisation dans les grands médias indigné énormément de gens, qui paradoxalement prennent cette question plus au sérieux que de nombreuses organisations dites révolutionnaires et anticapitalistes. En cette période où nos forces militantes sont clarsemées et éparpillées, et où les « directions » sont à la ramasse, il faut parier sur le bon sens de milliers de personnes qui s'étaient, par exemple, jointes localement à la Marche nationale des sans-papiers vers Paris en 2020. Cette campagne qui avait été organisée avec peu de moyens avait trouvé des relais locaux inattendus, de personnes lambda, ou membres d'associations humanitaires, etc., et qui se politisaient par la force des choses. La polarisation nationale est toujours en cours, et nous savons que pour chaque auditeur ou auditrice des idées nauséabondes de Zemmour, il y en a plus qui s'indignent, s'insurgent, et voudraient se lancer dans l'action pour contrer ce phénomène et le racisme en général.

Cette campagne doit également constituer un pas de plus vers la construction d'un front antifasciste en France. Le problème aujourd'hui est que des décennies de « dédramatisation », stratégie consciente et assumée par les fascistes du Front national (puis du RN), nous ont fait baisser la garde et nous ont fait déléguer l'analyse du fascisme aux milieux académiques déconnectés de la lutte. En conséquence il n'existe pas aujourd'hui de consensus théorique et historique sur le fascisme ou sur la nature du RN dans notre camp, ni même de base commune partagée qui pourrait servir de rampe de lancement à un mouvement unitaire. Trop d'anticapitalistes ne voient aucune différence

Les conditions objectives, le terreau sur lequel un mouvement fasciste peut se baser, sont offertes par la crise multiforme que traverse la société capitaliste.

entre fascisme et capitalisme, et en déduisent ou bien qu'il suffirait de se battre « contre le capitalisme », ou encore qu'on ne peut se battre contre le fascisme sans avoir, au préalable, accompli sa profession de foi anticapitaliste. Trop d'anticapitalistes pensent que les luttes dites « sociales » (c'est-à-dire, purement économiques) suffisent en elles-mêmes à faire reculer le danger fasciste. Trop d'anticapitalistes ont vu dans tout et n'importe quoi le spectre de la « fascisation » de l'État et de la classe dirigeante, qu'ils ne sont plus capables d'envisager la moindre autonomie des fascistes par rapport à l'État, et donc le danger spécifique qu'ils pourraient représenter en s'organisant.

Pas de fascisme... sans fascistes !

Les conditions objectives, le terreau sur lequel un mouvement fasciste peut se baser, sont offertes par la crise multiforme que traverse la société capitaliste. L'idéologie des fascistes, bien qu'indispensable à leur unité et leur mobilisation, n'est pas ce qui les distingue fondamentalement du reste des courants politiques bourgeois ; nous savons à quel point le milieu politico-médiatique « républicain » est poreux aux idées racistes et les relaie avec enthousiasme. Dans ce sens, il est évident que le capitalisme porte en lui les « germes » du fascisme. Mais ce qui distingue justement le fascisme d'autres phénomènes réactionnaires bourgeois et de la répression par les services

spécialisés de l'État (police, armée, prisons, etc.) est sa propension à former un violent mouvement de masse indépendant des institutions de l'État, recruté principalement parmi les couches intermédiaires de la société et dirigé contre un « ennemi intérieur » ; c'est là le danger principal pour notre camp social. Un tel mouvement qui se compterait en millions dépasserait de loin les capacités répressives de l'appareil d'État et serait capable d'écraser toute contestation et toute organisation ouvrière et démocratique ; ce fut d'ailleurs le premier exploit historique des fascistes italiens et du parti nazi, prélude nécessaire à la Seconde Guerre mondiale et à la Shoah.

Pour en arriver là, toute politique fasciste doit nécessairement osciller, d'un côté entre un enthousiasme pseudo-révolutionnaire et le « choc » nécessaire à la création d'un mouvement de masse et à sa solidification, et de l'autre entre la voie institutionnelle et électorale pour offrir des gages de respectabilité à la bourgeoisie et à ses représentants traditionnels. Dès 1921, Antonio Gramsci évoquait « deux fascismes »⁴ en tension entre la stratégie parlementaire urbaine de Mussolini, faite d'ouvertures vers la droite traditionnelle, et le violent mouvement paramilitaire qui sévissait surtout en zone rurale. L'historien Robert Paxton a longuement décrit ce phénomène sous ses différentes formes dans son livre *Le fascisme en action*. L'émergence du candidat Zemmour pourrait bien être lue sous cet angle : la stratégie électoraliste voulue par Marine Le Pen, si elle a réussi la « dédramatisation » d'un parti fasciste et de ses idées, semble avoir atteint un plafond de verre électoral et ne s'est pas suffisamment traduite en un ancrage local pour le RN, qui vit une hémorragie militante depuis quelques années. Zemmour, bien que n'étant lui-même qu'un petit parvenu des médias bourgeois (au contraire de MLP, produit du milieu fasciste traditionnel), semble apporter cet enthousiasme et cette ivresse dont ont besoin, comme le disait Hitler, « les petits vers de terre pour se sentir comme faisant partie d'un grand dragon ». C'est pourquoi il attire à lui non seulement des cadres déçus du RN, mais aussi les groupuscules de combat de rue qui lui servent de service d'ordre. Toutes ces belles gens espèrent que la campagne Zemmour leur offrira l'occasion de déculper leur influence et d'asseoir leur organisation voire de l'unir nationalement, à côté de la camisole devenue trop respectable du RN.

La naissance d'un mouvement fasciste de masse est loin d'être chose faite, mais c'est le danger qui nous menace actuellement. Le RN n'est pas hors-jeu pour autant et la pression de Zemmour pourrait bien accélérer sa crise interne et la « résoudre » par une réorientation. Des analyses du fascisme et de la soi-disant « fascisation » ne prennent pas en compte cette dialectique entre respectabilité et construction d'un mouvement de masse. Celles-ci ne regardent pas en priorité ce que les fascistes essaient de faire. Ainsi, ces analyses ne peuvent que détourner notre attention de la spécificité de ce mouvement et du danger qu'il représente. La prépondérance de ces analyses explique en grande partie l'absence d'un mouvement antifasciste de masse et les difficultés qu'il y aurait aujourd'hui à le construire.

À nous d'aller frapper à toutes les portes, de chercher des relais là où nous n'avons pas l'habitude d'aller, comme dans les associations de quartier, les associations humanitaires, des mosquées et des églises engagées pour les migrant-e-s, etc.

Cependant, la stratégie du choc adoptée par Zemmour n'agit pas que sur ses partisan-e-s potentiel-le-s : elle semble avoir ravivé quelques réflexes antifascistes parmi les organisations de gauche. Mais les quelques mobilisations, bien que positives et nécessaires, ne sont encore qu'embryonnaires. L'enjeu stratégique pour notre camp est de construire un mouvement de masse pour contrer les fascistes et tout le danger qu'ils représentent, mais pour ce faire la discussion de la question du fascisme a besoin de s'élargir et de s'appuyer sur une multitude d'expériences concrètes, qui sont encore limitées aujourd'hui. Il est certain que pour répondre à cet enjeu, il faut construire une grande campagne antiraciste, qui soit capable, en utilisant ses relais existants et en en créant de nouveaux, de puiser dans le large rejet provoqué parmi la population par Zemmour et par les politiques racistes. C'est seulement sur la base d'un tel mouvement que nous pourrions convaincre sérieusement de l'importance d'une mobilisation antifasciste de masse.

Favoriser l'auto-organisation des indigné-e-s

Pour y arriver, à nous de nous appuyer là où c'est possible sur les organisations politiques et syndicales existantes, mais sans pour autant attendre qu'elles se mettent en mouvement. À nous d'aller frapper à toutes les portes, de chercher des relais là où nous n'avons pas l'habitude d'aller, comme dans les associations de quartier, les associations humanitaires, des mosquées et des églises engagées pour les migrant-e-s, etc. En d'autres mots, aider les indigné-e-s à s'organiser.

Ce principe ne vaut pas que pour la campagne antiraciste ; nous le voyons à l'œuvre tous les jours, dans les petites grève économiques qui se multiplient dans le privé, dans la révolution soudanaise qui vit actuellement sa deuxième phase, la plus périlleuse et la plus importante, dans la victoire historique des paysan-ne-s indien-ne-s contre Modhi, etc. Pour 2022, plus que jamais, adoptons le principe de l'optimisme de la volonté. Non pas car c'est le pendant mélancolique du pessimisme de l'intelligence, mais parce qu'on voit tous les jours que quand on agit et qu'on agite, les choses bougent. Sur ce, bonne lecture et bonne agitation.

JAD. PARIS 18^e

1 – <https://www.marxists.org/francais/lenin/works/1918/04/vil19180428.htm>

2 – <https://www.autonomiedeclasser.org/a2c/>

élaborer-une-strategie-dans-le-mouvement-et-pour-le-mouvement/
3 – <https://www.autonomiedeclasser.org/crise-politique/crise-et-polarisation-le-bourbier-francais/>

4 – https://www.marxists.org/francais/gramsci/works/1921/08/gramsci_19200825.htm

EST-CE LA MORT DU NÉOLIBÉRALISME ?

La dette des États connaît une augmentation rapide depuis le début de la pandémie de Covid. Alors les ministres de l'Économie, Bruno Le Maire en tête, ressortent leurs éternelles « réformes structurelles », celles qu'ils n'ont pas eu le temps de mettre en place ces 40 dernières années, mais qui seraient nécessaires pour sauver l'économie. Dans le débat public, beaucoup de figures de gauche, intellectuel·les, journalistes et économistes, voient dans le « quoi qu'il en coûte » affirmé par Macron une évolution positive vers moins de néolibéralisme et plus d'intervention de l'État. Mais est-ce vraiment la trajectoire et la dynamique du capitalisme ?

On entend généralement par néolibéralisme, une configuration financiarisée du capitalisme dans laquelle toute forme de régulation est laissée à la main invisible du marché mondialisé. Le rôle de l'État se réduirait alors à la protection de la propriété privée et la suppression de supposées barrières réglementaires, empêchant les marchés de s'autoréguler, libérant ainsi tout le potentiel de croissance. Voilà pour la théorie, ou plutôt pour l'idéologie néolibérale. Présenté comme un fait scientifique dans les universités, les institutions internationales, les médias et les programmes des partis, le catéchisme du retrait de l'État de l'économie est pourtant loin de refléter la réalité.

Reprenons le fil de l'histoire : confrontés à la crise économique des années 70 et 80 et à la baisse tendancielle des taux de profit des entreprises, les États capitalistes développés ont commencé à mettre en place les réformes dites « néolibérales ». Ces transformations ont permis d'augmenter la part de la valeur produite qui allait aux capitalistes plutôt qu'à la classe ouvrière sous forme de salaires et de services publics. La baisse forcée des taux d'intérêts, qui ont atteint une valeur quasi nulle depuis plusieurs années, devait aussi permettre aux entreprises d'avoir un accès plus facile et moins coûteux au crédit. Beaucoup ont ainsi pu maintenir voire étendre leur activité malgré des taux de profit peu élevés voire négatifs. Enfin, si les privatisations ont permis dans certains cas d'ouvrir de nouveaux domaines à l'accumulation capitaliste, elles ont surtout eu pour effet de remodeler la relation entre travailleur·euses et patrons au profit de ces derniers dans les entreprises et les domaines concernés.

Toutes ces mesures parmi tant d'autres ne sont pas celles d'un désengagement de l'État, mais bien d'une intervention active de sa part pour remodeler les conditions d'accumulation capitaliste et d'exploitation de la force de travail, dans un contexte de crise de longue durée. En effet, ça a nécessité des lois antisyndicales, des privatisations, un renforcement de la police et

Présenté comme un fait scientifique dans les universités, les institutions internationales, les médias et les programmes des partis, le catéchisme du retrait de l'État de l'économie est pourtant loin de refléter la réalité.

des prisons et un abandon conscient et assumé des services publics.

Un autre exemple de l'intervention active de l'État est bien sûr celle des grandes banques centrales lors des crises. La baisse historique des taux de profits, conjuguée avec la dérégulation des marchés financiers, a augmenté la spéculation boursière et provoqué des krachs historiques. Depuis la crise des subprimes de 2008, les taux de profit mondiaux ont continué à baisser et l'activité est maintenue artificiellement par les grandes banques centrales. Ces dernières utilisent massivement et en continu des outils non conventionnels comme « l'assouplissement quantitatif », rachetant des dettes, des obligations et autres produits toxiques détenus par les banques privées. C'est en fait un moyen d'injecter des quantités colossales d'argent frais dans les circuits financiers tout en débarrassant les banques de leurs produits dangereux.

Enfin, il y a les subventions directes aux capitalistes, comme le CICE en France qui a permis à lui seul d'injecter des dizaines de milliards d'euros en quelques années pour améliorer les marges des entreprises, mais sans effet notable sur l'investissement et l'emploi. Sans parler de l'industrie d'armement qui tourne à plein régime et à pleins profits, dopée aux commandes de l'État (voire aux commandes venant d'États étrangers mais garanties par le Trésor français, comme pour la dernière vente de Rafale à la dictature égyptienne) et des interventions impérialistes à l'étranger permettant de protéger les intérêts des multinationales françaises et de perpétuer la françafrique.



L'État bourgeois vu sous cet angle est bien dans son rôle d'outil politique de la classe dirigeante qui possède les moyens de production ; il n'est pas « notre » État et ne l'a jamais été.

Une impulsion venue d'Amérique ?

Le président américain Joe Biden a pris une série de mesures et en a annoncé d'autres qui laissent présager un tournant stratégique dans la politique de la classe dirigeante étatsunienne. Des allocations « covid » exceptionnelles continuent d'être distribuées à la majorité de la population, et d'énormes investissements publics sont annoncés dans l'infrastructure des transports, les télécommunications, les écoles et les universités publiques. Pour enfoncer le clou, Biden lui-même prétend être le président le plus « pro-syndicaliste » de l'histoire des États-Unis ! Tout ceci amène Jean-Luc Mélenchon à voir dans le nouvel occupant de la Maison-Blanche un « appui » dans le cadre de sa campagne pour 2022.

Il est impossible d'ignorer ce qui se passe aux États-Unis, mais il faut tout de même relativiser la portée de ce qui reste pour l'instant de simples annonces. Premièrement, malgré l'extension des allocations chômage et autres aides à la consommation, les largesses du nouvel État providence américain restent bien en-deçà de ce qui se pratique normalement en Europe. Deuxièmement, ces programmes d'investissement certes ambitieux doivent se confronter à une situation économique (aux USA comme dans le reste du monde) qui reste structurellement similaire à l'époque pré-Covid : profitabilité en berne et dette qui explose pour la plupart des entreprises productives, avec des marchés financiers dopés par les mesures des banques centrales et qui se retrouvent encore plus déconnectés de l'économie productive qu'ils

Toutes ces mesures ne sont pas celles d'un désengagement de l'État, mais bien d'une intervention active de sa part pour remodeler les conditions d'accumulation capitaliste et d'exploitation de la force de travail, dans un contexte de crise de longue durée.

ne l'étaient avant la pandémie. Paradoxalement, il y eu moins de faillites d'entreprises en 2020 que lors d'une année normale, car les entreprises insolubles se sont accrochées aux aides Covid pour éviter de couler. Dans un contexte de profitabilité au ras des pâquerettes, un grand programme d'investissements de l'État sans nationalisation des entreprises risque surtout de nourrir l'inflation qui refait déjà son apparition avec les pénuries mondiales post-confinement.

Enfin, le « New Deal » de Biden s'accompagne d'une rhétorique anti-chinoise qui n'a rien à envier à celle de Trump, et c'est loin d'être anodin ou secondaire. Les investissements ciblés dans des secteurs stratégiques où l'industrie chinoise est très avancée comme la 5G et les semi-conducteurs, le renforcement de la présence militaire étatsunienne en Asie du Sud-Est, ainsi que la continuation de la politique Trump à l'égard des migrant-es, tout ceci répond à une seule et même logique : le besoin de renforcer le camp du capitalisme américain face au capitalisme chinois, et de serrer les rangs de la population derrière la classe dirigeante américaine, par le biais des politiques patriotiques et racistes. Tout ceci sur fond d'instabilités des marchés financiers et de crises économiques dont la fréquence et la gravité vont augmenter plutôt que diminuer.

Les forces politiques de gauche militant pour un retour de l'État protecteur des entreprises françaises et des travailleur-euses font donc fausse route et, croyant lutter pour l'émancipation, accompagnent en fait le mouvement vers la catastrophe.

Les étatistes de gauche

Dans le discours dominant à gauche, le mot néolibéralisme (ou libéralisme tout court) est souvent utilisé en lieu et place du mot capitalisme. Ainsi notre lutte pourrait se réduire, au moins à moyen terme, à la question de la lutte contre le néolibéralisme. Dans cette lutte, qui prend au pied de la lettre la définition bourgeoise du néolibéralisme, quel meilleur allié que l'État ? Un État interventionniste, fort et protecteur de ses entreprises et de « ses » (!) travailleur-euses ? Ce point de vue est porté de façon caricaturale par un personnage comme Arnaud Montebourg mais aussi plus sérieusement par Jean-Luc Mélenchon ou François Ruffin. On ne compte plus les discours expliquant que les frontières (fermées), le protectionnisme et le patriotisme économique permettraient de protéger les travailleur-euses des méfaits du capitalisme en évitant les délocalisations et de préserver l'environnement. Pourtant, le monde lui-même est trop petit pour l'appétit du capitalisme et, sitôt les entreprises nationales protégées de la concurrence extérieure, elles chercheront des marchés extérieurs pour croître et se développer, se jetant dans une concurrence acharnée avec d'autres entreprises nationales, chacune soutenue par son État. La perspective du « protectionnisme » capitaliste est donc celle d'une généralisation et d'une amplification des tensions commerciales (comme celles entre la Chine et les USA), encourageant l'armement et les guerres impérialistes !

Mais réfléchissons un instant : pourquoi est-ce que les capitalistes délocalisent, si ce n'est pour aller chercher des profits plus élevés et des marchés plus étendus ? Ils se comportent tout à fait rationnellement puisque l'essence du capitalisme n'est pas dans la production de biens pour subvenir aux besoins des gens et encore moins dans la « création d'emplois », mais bien dans l'extraction de plus-value et dans l'exploitation. Les capitalistes délocalisent car ils trouvent de « meilleures conditions » d'exploitation ailleurs. Donc pour les encourager à relocaliser, il faudra leur prouver que les meilleures conditions d'exploitation se trouvent en France. Il n'y aura pas de miracle, on exigera très vite de notre classe de « faire des efforts », c'est-à-dire d'accepter des salaires plus bas, des journées plus longues et des conditions de travail dégradées... D'accepter de se ranger au garde-à-vous derrière la classe dirigeante, d'encourager le racisme, la fermeture des frontières et le nationalisme. De belles perspectives !

L'histoire concrète du capitalisme est celle d'un mode de production qui peut se présenter sous les formes les plus variées, de la concurrence basée sur le secteur privé au capitalisme d'État, du libre échangisme prôné par les néolibéraux



À ceux qui nous proposent de troquer la lutte contre les frontières et l'impérialisme en échange de quelques concessions patriotiques et surtout imaginaires, nous opposons la solidarité de classe et son autonomie politique.

au protectionnisme le plus farouche prôné par les nouveaux patriotes économiques de droite comme de gauche. Mais l'essentiel reste : les entreprises et les nations capitalistes sont en concurrence entre elles, et c'est à qui va exploiter le plus efficacement, le plus brutalement et le plus impitoyablement « ses » travailleur-euses. Tant que celles et ceux qui travaillent ne seront pas en possession des moyens de production, alors ceux-ci seront utilisés contre elles et eux, car le capital, « semblable au vampire, ne s'anime qu'en suçant le travail vivant. » Les conditions historiques peuvent donc amener la classe dirigeante à prôner une intervention plus « dirigiste » de l'État dans certains secteurs de l'économie, avec des bavardages sur la solidarité nationale et le patriotisme économique pour musique de fond. Mais changer son fusil d'épaule ne veut pas dire changer de mire, bien au contraire.

Les forces politiques de gauche militant pour un retour de l'État protecteur des entreprises françaises et des travailleur-euses font donc fausse route et, croyant lutter pour l'émancipation, accompagnent en fait le mouvement vers la catastrophe. La lutte contre le capitalisme n'est pas celle contre le cadavre du néolibéralisme. La lutte anticapitaliste doit, aujourd'hui plus qu'hier, se battre contre l'État, le nationalisme, et le fascisme. À ceux qui nous proposent de troquer la lutte contre les frontières et l'impérialisme en échange de quelques concessions patriotiques et surtout imaginaires, nous opposons la solidarité de classe et son autonomie politique.

PAUL ET JAD, PARIS 18^e

LA LONGUE MARCHÉ DES SANS-PAPIERS VERS LA LIBERTÉ

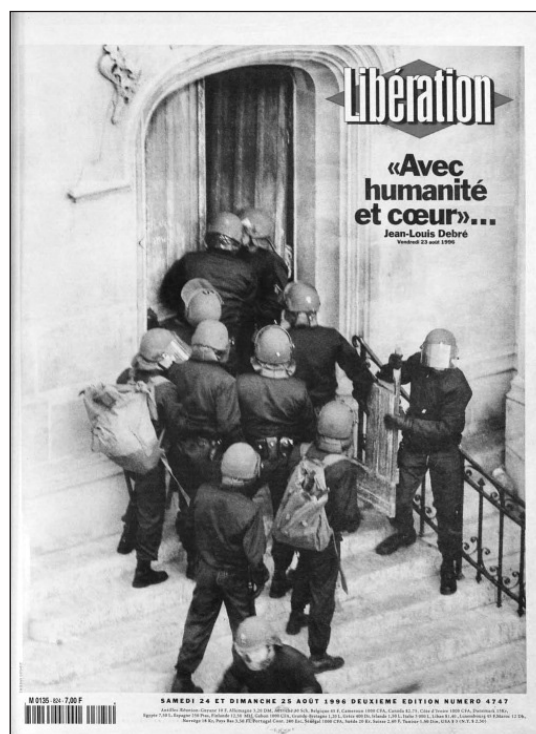
Cet article est un récit des 12 mois de mobilisation des sans-papiers à compter du confinement de mars 2020. Le mouvement, les pratiques et les organisations mises en œuvre au cours de ces 12 mois permettent d'éclairer la dynamique et les enseignements à l'origine de la campagne Antiracisme et Solidarité lancée le 18 décembre 2021 par plus de 50 manifestations partout sur le territoire : <https://antiracisme-solidarite.org>. Cet article est écrit par un camarade investi dans la Marche des Solidarités et impliqué aux côtés des camarades sans-papiers du 20^e arrondissement de Paris.

Le 30 mai 2020, un cortège de 1 000 sans-papiers, venu·es principalement des foyers de travailleurs migrants (FTM) de Montreuil, était stoppé par les policiers place de la Nation à Paris. Ils rejoignaient 9 000 de leurs camarades rassemblé·es depuis 14 h sur les places de la Madeleine et de l'Opéra à l'appel de la Marche des Solidarités. La police a aussi réprimé ce cortège-là, mais la détermination et le nombre des sans-papiers en ont voulu autrement. Malgré l'interdiction de manifester du préfet de Police de Paris¹, les collectifs de sans-papiers² rassemblés au sein de la Marche des Solidarités – composée également d'organisations antiracistes militantes, associatives ou syndicales, avaient décidé de maintenir cette manifestation³.

On peut aujourd'hui constater qu'ils ont lancé ce jour-là un mouvement qui s'est organisé en quelques mois autour de collectifs qui se coordonnent désormais à Marseille, Lyon, Nantes, Montpellier, Strasbourg, Rennes, Grenoble, Rouen – en plus des collectifs historiques présents en Île-de-France ou à Lille – et capables d'actions à l'échelle nationale. Revenir sur les étapes, les débats et les stratégies que ces militant·es ont pu appliquer malgré les conditions permet d'affirmer que la lutte ne saurait accepter d'être mise entre parenthèses durant un confinement.

Des décennies de lutte contre le racisme et l'égalité des droits

Depuis la marche contre le racisme et pour l'égalité de 1983 qui avait permis d'arracher la carte de séjour de 10 ans, les mouvements luttant pour les droits des personnes étrangères en France ont évolué dans leur mode d'organisation et dans la composition de leurs forces militantes. Les conditions matérielles de vie, de logement, d'accès au travail, aux papiers, à la nationalité permettent en partie de l'expliquer. À partir de 1993, les lois Pasqua et Debré ont notamment rendu ces conditions encore plus difficiles. Le mouvement des sans-papiers a émergé dès 1996 avec les premiers collectifs qui ont exigé la régularisation de



tous·tes. Ils s'appuyaient alors, entre autres, sur des occupations massives comme celle de l'Église de Saint-Bernard, et ont imposé au Parti socialiste, revenu au pouvoir en 1997, de se positionner à son tour sur la régularisation.

De 2006 à 2008, une série de manifestations et de grèves menées par des organisations de sans-papiers et des syndicats ont poussé le gouvernement à légiférer à nouveau pour que les préfets cessent alors de traiter les dossiers de régularisation selon leurs propres critères. Cette période a été le début de la phase de régularisation par le travail qui a provoqué un éclatement des collectifs qui se sont plutôt concentrés, au début de cette période, sur des luttes locales.

En 2012, le CSP 59⁴ a lancé une grève de la faim soutenue par leurs camarades d'Île-de-France qui se sont de nouveau rassemblés entre collectifs à



cette occasion. La même année ont commencé à se multiplier les camps de migrant-es en France (Calais, Paris, Île-de-France, etc.) autour desquels un réseau de solidarité s'est développé. Les collectifs de sans-papiers se sont engagés dans la lutte aux côtés des migrant-es, comme en 2017, lorsqu'ils participent à une manifestation à la frontière franco-italienne, à Menton, avec des militant-es venu-es de nombreuses villes du pays, illustrant l'étendue de ce réseau de solidarité.

Les mobilisations annuelles contre le racisme

Cette dynamique permet, à l'occasion de la journée contre les violences policières – le 15 mars, et de la journée internationale contre le racisme – le 21 mars, l'organisation d'une large manifestation antiraciste le 17 mars 2018 pour porter les revendications des sans-papiers, des familles victimes de violences policières et des résident-es des foyers de travailleurs migrants. Ce sera la première Marche des Solidarités. La deuxième a eu lieu le 16 mars 2019 et a rassemblé la manifestation contre le racisme et les violences policières, la manifestation pour le climat et des cortèges de Gilets jaunes.

C'est la détermination des sans-papiers à manifester malgré l'interdiction, qui a fait ensuite de la manifestation du 30 mai 2020 une réussite.

En juin 2019, le collectif des travailleurs sans-papiers de Vitry organise un piquet de grève devant l'agence Chronopost d'Alfortville (Val-de-Marne) qui a duré plus de 6 mois et a débouché sur la régularisation des 27 travailleurs sans-papiers d'un sous-traitant de Chronopost et la promesse (aujourd'hui non tenue) de régularisation de 129 sans-papiers venus occuper le piquet de grève⁵. La volonté de voir d'autres piquets de grève se multiplier n'a pas suffi à lancer une dynamique qui aurait pu entraîner d'autres collectifs.

Une nouvelle étape dans l'organisation des sans-papiers

Pour la journée internationale contre le racisme de 2020, la Marche des Solidarités avait prévu de manifester le 21 mars contre les violences policières

et l'islamophobie, pour la régularisation des sans-papiers et l'égalité des droits pour tous·tes. Le premier confinement ayant été déclaré le 17 mars, la manifestation avait été annulée. Mais elle s'était largement préparée autour des collectifs de sans-papiers qui ont maintenu la mobilisation durant les premières semaines du confinement et c'est leur détermination à manifester, malgré l'interdiction, qui a fait ensuite de la manifestation du 30 mai 2020 une réussite.

Dès le 20 juin, l'organisation de nouvelles manifestations dans de nombreuses villes ainsi que la participation d'une vingtaine de collectifs de sans-papiers aboutissent à envisager un mouvement d'un tout autre niveau : d'une ampleur nationale sur la durée, partant des luttes locales et construit avec des collectifs de sans-papiers autonomes. De ce constat est né le projet d'une marche nationale des sans-papiers avec, dès les premières discussions, la conviction qu'elle ne pourra avoir lieu qu'en partant de villes dans lesquelles les sans-papiers sont en train de s'organiser. Ainsi seulement, elle pourrait permettre les échanges entre militant·es et les rencontres entre collectifs et réseaux de solidarité nécessaires aussi bien localement que nationalement.

La marche nationale des sans-papiers

La marche nationale des sans-papiers, nommée alors acte 3 de la Marche des Solidarités, est partie de Marseille le 19 septembre, accompagnée d'une manifestation de 1 000 personnes. D'autres marcheur·ses se sont mis·es en route de Montpellier, puis de Grenoble pour rejoindre le 3 octobre à Lyon celles et ceux parti·es du sud. Le même jour, des marches sont également parties de Lille, Strasbourg et Rennes formant, avec celle de Lyon, 4 grands cortèges qui se sont retrouvés à Paris le 17 octobre pour une dernière manifestation. Le lendemain, les collectifs de sans-papiers se rassemblaient dans une première assemblée générale à Montreuil et appelaient à préparer un acte 4 pour le 18 décembre, journée internationale des migrant·es, dans le plus de villes possibles pour permettre aux collectifs les plus récents de mener localement une manifestation d'ampleur. À cette occasion, ils avaient aussi rappelé qu'ils souhaitaient « préparer les conditions d'une journée de grève interprofessionnelle pour l'égalité et la régularisation des sans-papiers »⁶.

La série de 4 actes pour la régularisation de tous·tes, entre le 30 mai 2020 et le 18 décembre 2020, a permis à de nombreux·ses sans-papiers de s'organiser en quelques mois. Cela illustre l'importance de la lutte dans la mise en mouvement d'une partie de notre classe, même quand il s'agit de celles et ceux considéré·es comme les plus opprimé·es. C'est fondamental dans l'interprétation de la situation actuelle afin d'avoir une compréhension commune des conditions sociales internes et des conséquences politiques des expériences de luttes du passé.

C'est avec l'objectif de partager un premier bilan que chacun des collectifs mobilisés au sein de la Marche des Solidarités a désigné plusieurs délégué·es pour une assemblée générale qui a eu lieu les 13 et 14 mars 2021 à Montreuil. Il en est ressorti la conviction partagée que la lutte ne pourrait être menée que si les sans-papiers

Ce n'est qu'en luttant collectivement pour la régularisation de tou·te·s que des victoires même locales seront possibles.

s'organisent dans des collectifs autonomes, en lien avec les autres mouvements locaux et coordonnés nationalement pour pousser ensemble dans un seul sens. Ce n'est qu'en luttant collectivement pour la régularisation de tou·tes, en menant des actions qui visent au-dessus du niveau du rapport des forces en présence, que des victoires même locales seront possibles.

Une lutte des classes antiraciste

Les collectifs de sans-papiers, comme l'ensemble des forces antiracistes qui se sont largement mobilisées en France ces dernières années, étaient présents dans les rues le 20 mars 2021 contre les violences policières et le racisme, puis le 21 mars contre l'islamophobie. On peut regretter le manque d'unité du mouvement antiraciste qui n'a, par exemple, pas permis d'organiser une seule et même journée pour que l'ensemble de ces forces marchent ensemble. Mais les cortèges ont été importants dans plusieurs villes, malgré le durcissement tout juste annoncé des règles de confinement, et surtout, ils ont tous marché pour un même but : l'égalité des droits !

Face à la crise du capitalisme qui creuse et creusera les inégalités, le pouvoir n'a pas d'autre choix que de souder les populations derrière l'État et la nation. C'est cette impasse qui est la raison du tournant de Macron vers un autoritarisme nationaliste labellisé « républicain ». Il prend aujourd'hui la forme d'une offensive islamophobe, d'un renforcement des pouvoirs de la police et des politiques contre les migrant·es.

Forts d'organisations locales et d'une coordination nationale, les collectifs de sans-papiers s'adressent aux autres forces de notre classe en lutte en posant, par exemple, la question de la grève et des conditions qui feraient que les syndicats s'impliquent pour que des travailleur·ses convaincu·es, avec ou sans papiers, se mettent en grève pour la régularisation et entraînent la majorité. C'est le chemin à suivre pour forger un mouvement de classe en antagonisme avec la « protection » de l'économie française, de la nation et de l'État. C'est aussi le travail qui nous reste à produire pour construire un pouvoir politique alternatif.

MATHIEU, PARIS 20^e

1 – <https://blogs.mediapart.fr/marche-des-solidarites/blog/280520/>

la-marche-des-solidarites-maintient-lappel-manifester-ce-30-mai

2 – 9 collectifs : CSP59, CSP75, CSP Paris 20, CSP93, CSP95, CTSP Vitry, Collectif Schaeffer d'Aubervilliers, COPAF, Droits Devant !!

3 – <https://blogs.mediapart.fr/marche-des-solidarites/blog/280420/>

foyers-cra-sans-papiers-des-mesures-immediates-contre-la-bombe-sanitaire

4 – Collectif des Sans-Papiers du Nord

5 – <https://blogs.mediapart.fr/marche-des-solidarites/blog/181120/>

acte-4-des-sans-papiers-liberte-egalite-papiers

6 – <https://www.lesutopiques.org/>

la-victoire-des-travailleurs-sans-papiers-de-chronopost-a-alfortville/

POUR UNE POSITION RÉVOLUTIONNAIRE À L'ÉGARD DU HAMAS

Cet article de Mustapha Omar, un camarade égyptien, a été écrit en arabe en 2014¹. Il s'agit d'une intervention dans les débats qui agitaient la gauche révolutionnaire arabe au plus fort de la guerre d'Israël contre Gaza. Nous le republions aujourd'hui car il contient une analyse toujours d'actualité de la relation aux mouvements islamistes et des limites de leurs stratégies. (Intertitres par nos soins)

Cet article vise à clarifier notre positionnement, en tant que révolutionnaires croyant que la construction d'une société véritablement démocratique ne viendra que par la lutte et l'organisation des masses exploitées et opprimées (et c'est tout le sens de notre combat quotidien), à l'égard d'organisations islamistes qui luttent ou prétendent lutter contre les régimes réactionnaires et l'impérialisme.

On se concentre ici sur le mouvement Hamas, qui dirige la résistance armée en Palestine depuis les années 1990, car son analyse faite par les forces véritablement révolutionnaires en Egypte et dans le monde est pleine d'ambiguïtés qui nous affaiblissent dans notre lutte contre l'impérialisme et les régimes réactionnaires.

Pour commencer, il est nécessaire de rappeler que nous sommes tout à fait convaincu-es que le mouvement révolutionnaire contre le système capitaliste mondial ne peut pas être restreint à une pure lutte des classes exploitées contre les classes exploitantes, mais passera aussi nécessairement par des soulèvements des opprimé-es qui pourront ainsi déstabiliser le système capitaliste mondial. Cela vaut autant pour les chrétien-nes en Egypte et en Iraq, les Noir-es aux États-Unis ou encore des peuples colonisés par l'impérialisme comme c'est le cas des Palestinien-nes.

De ce point de vue, nous considérons que la lutte palestinienne (celle de toutes les factions palestiniennes, malgré les réserves que nous avons en tant que révolutionnaires à l'égard de leurs politiques respectives) contre Israël et l'impérialisme qui le protège jouait et joue toujours un rôle central dans la déstabilisation de l'impérialisme mondial. Chaque cycle de lutte palestinienne ouvre ainsi l'horizon devant la montée de la lutte des classes dans le monde arabe, comme a pu le faire l'Intifada de 2000 qui a ouvert le cycle de luttes en Egypte qui a culminé dans la révolution de 2011.

Positionnement révolutionnaire à l'égard du Hamas

Il ne faut jamais mettre sur un même pied d'égalité tous les mouvements islamistes, en particulier lorsqu'ils émergent dans des États différents et à des moments historiques différents. Nous devons toujours essayer de comprendre les mouvements islamistes dans le contexte historique de leur naissance et de leur développement, leur nature sociale et de classe et leurs objectifs politiques concrets. Un critère

C'est sur la base de notre compréhension matérialiste des mouvements islamistes et de leurs rapports avec les masses, les régimes réactionnaires et l'impérialisme, que nous déterminons notre position en tant que révolutionnaires.

important est : est-ce que ces mouvements luttent contre l'impérialisme et les régimes réactionnaires, même si cette lutte peut être épisodique ou incohérente, ou est-ce qu'ils représentent réellement des mouvements purement réactionnaires, qui s'opposent à la lutte et à l'unité des opprimé-es et des exploité-es et qui par conséquent servent les intérêts des régimes réactionnaires et de l'impérialisme ?

C'est sur la base de notre compréhension matérialiste des mouvements islamistes et de leurs rapports avec les masses, les régimes réactionnaires et l'impérialisme, que nous déterminons notre position en tant que révolutionnaires. Nous pouvons ainsi adapter et modifier nos positionnements stratégiques et tactiques à l'égard d'un mouvement, prenant en compte son développement et ses tergiversations, selon qu'il soit dans une période de résistance contre l'impérialisme ou au contraire dans une période de trahison des aspirations des masses.

Ainsi nous considérons que Daesh en Syrie et en Iraq est un mouvement intrinsèquement réactionnaire, qui par son racisme et ses crimes contre les chrétien-nes et les shiïtes (branche minoritaire de l'islam), contribue à tuer toute perspective d'unité des opprimé-es dans leur lutte contre les dictatures et le colonialisme. Nous considérons que c'est un mouvement qui sert nécessairement les intérêts des régimes dictatoriaux, et nous nous déclarons son ennemi implacable.

Nous faisons la différence entre Daesh l'islamiste purement réactionnaire, d'un côté, et le Hamas et le Hezbollah islamistes de l'autre, car ces derniers ont émergé en tant que résistance à l'impérialisme et au colonialisme, et se sont engagés dans de nombreuses luttes contre Israël et ses soutiens impérialistes pour défendre les droits nationaux légitimes des peuples palestinien et libanais.

Le Hamas est né de la première Intifada de la fin des années 1980 et s'est forgé une grande popularité parmi les Palestinien-nes pour son rejet des compromis et des capitulations du Fatah (NdT : principale organisation palestinienne, dont le chef



était Yasser Arafat) devant Israël et les États-Unis, ainsi que pour sa résistance militaire face à plusieurs attaques israéliennes contre la bande de Gaza : pour nous, le Hamas est un mouvement de résistance au sionisme et à l'impérialisme.

Nous soutenons donc le Hamas lorsqu'il résiste, armes à la main ou pas, contre Israël, et ce soutien est sans conditions : cette lutte du Hamas affaiblit Israël et terrorise les régimes arabes et les États-Unis. En conséquence, elle augmente les chances des luttes populaires au sein même des États arabes contre ce système impérialiste.

Un soutien sans conditions mais pas sans critiques

Notre soutien inconditionnel au Hamas n'est cependant pas et ne sera jamais un soutien non-critique, car nous croyons que la stratégie adoptée par le Hamas – similaire aux stratégies adoptées par le Fatah et la gauche palestinienne avant lui – a déjà échoué et ne réussira pas à libérer la Palestine.

La stratégie du Hamas consiste à se lier à certains régimes réactionnaires arabes (dont l'Égypte jusqu'à récemment) ou non-arabes, qui oppriment leurs propres peuples et cherchent toujours à étouffer la lutte palestinienne. C'est en partie car ces régimes savent que l'héroïsme et la résistance palestiniennes sont des sources d'inspirations pour leurs propres peuples, et que le soutien populaire à la cause palestinienne risque à tout moment de nourrir des soulèvements locaux. La stratégie du Hamas est en vérité un copier-coller de la stratégie adoptée par le Fatah et la gauche palestinienne dès les années 1960, et c'est une stratégie vouée à l'échec. En effet, au lieu de se solidariser des mouvements populaires arabes qui ont intérêt à se débarrasser d'Israël et de l'impérialisme, le Hamas continue de s'allier avec des régimes qui collaborent volontiers avec Israël et l'impérialisme.

Deuxièmement, malgré l'héroïsme indéniable des combattant-es du Hamas qui résistent aux assauts israéliens dans des conditions impossibles (cet héroïsme qui brille comme une lueur d'espoir dans les cœurs des masses en ces moments de défaite des

Ce soutien est également critique, car le destin du mouvement révolutionnaire dans le monde arabe est lié organiquement au destin de la résistance palestinienne, et vice-versa.

révolutions dans la région), l'approche du Hamas à l'égard des masses palestiniennes reste élitiste. Comme le Fatah et la gauche palestinienne avant lui, le Hamas voit le peuple palestinien comme un « outil » dont le rôle se restreint au soutien de la lutte armée et à l'obéissance aux appels de la direction révolutionnaire, plutôt que d'encourager une participation populaire maximale à l'élaboration d'une stratégie de résistance et à la prise de décisions. Ces méthodes élitistes affaiblissent les capacités de la résistance populaire sur le long terme, face à un ennemi qui s'arme de plus en plus, jour après jour.

Donc le soutien des forces révolutionnaires au Hamas et à la résistance palestinienne est sans conditions mais pas sans critiques. De la même manière, et malgré notre soutien au Hezbollah dans toute confrontation avec Israël, nous condamnons la position contre-révolutionnaire qu'il a adopté en venant à l'aide au régime syrien de Bachar Al-Assad.

Notre soutien à la résistance palestinienne est inconditionnel car la lutte palestinienne contre Israël est une arme contre l'impérialisme, et parce que nous considérons que c'est au peuple palestinien et à lui seul (comme c'est le cas de tous les peuples colonisés) de déterminer son destin, ce qui inclut le choix de ses directions et des moyens de résistance qu'il juge appropriés aux conditions dans lesquelles il se trouve.

Ce soutien est également critique, car le destin du mouvement révolutionnaire dans le monde arabe est lié organiquement au destin de la résistance palestinienne, et vice-versa.

Vive la lutte du peuple palestinien, qui montre la voie aux révolutions arabes !

1 – <https://revsoc.me/arab-and-international/29904/>

CHRIS HARMAN

BASE ET SUPERSTRUCTURE (ÉTÉ 1986)

Marx écrivait dans sa *Préface de la Critique de l'économie politique de 1857* que « la structure économique de la société » forme la « base concrète » sur laquelle « s'élève une superstructure juridique et politique ». Depuis lors, les marxistes se disputent sur cette déclaration. Qu'est-ce que la base ? Qu'est-ce qui est inclus dans la superstructure ? Les obstacles à l'émancipation sont-ils en dernier ressort d'ordre économique ? Les réponses données à ces questions mènent à des idées très différentes sur la façon dont la société se développe et la façon dont un changement révolutionnaire peut s'opérer. Nous publions ici la première partie d'un article de Chris Harman, historien et dirigeant révolutionnaire anglais du Socialist Workers Party, paru au milieu des années 1980 et jusqu'à ce jour inédit en français. Retrouvez la traduction de l'intégralité de l'article sur notre site : www.autonomiedeclasser.org

« Dans la production sociale de leur existence, les hommes entrent en des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté, rapports de production qui correspondent à un degré de développement déterminé de leurs forces productives matérielles.

L'ensemble de ces rapports de production constitue la structure économique de la société, la base concrète sur laquelle s'élève une superstructure juridique et politique et à laquelle correspondent des formes de conscience sociales déterminées. Le mode de production de la vie matérielle conditionne le processus de vie sociale, politique et intellectuel en général. Ce n'est pas la conscience des hommes qui détermine leur être ; c'est inversement leur être social qui détermine leur conscience.

À un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale.

Le changement dans la base économique bouleverse plus ou moins rapidement toute l'énorme superstructure. Lorsqu'on considère de tels bouleversements, il faut toujours distinguer entre le bouleversement matériel – qu'on peut constater d'une manière scientifiquement rigoureuse – des conditions de production économiques et les formes juridiques, politiques, religieuses, artistiques ou philosophiques, bref, les formes idéologiques sous lesquelles les hommes prennent conscience de ce conflit et le mènent jusqu'au bout.

[...] on ne saurait juger une telle époque de bouleversement sur sa conscience de soi ; il faut, au contraire, expliquer cette conscience par les contradictions de la vie matérielle, par le conflit qui existe entre les forces productives sociales et les rapports de production. [...]

À grands traits, les modes de production asiatique, antique, féodal et bourgeois moderne peuvent être qualifiés d'époques progressives de la formation sociale économique. »

Karl Marx, *Préface de la Critique de l'économie politique*.¹

Il règne une confusion au cœur même du marxisme. Marx et Engels nous ont fourni une méthode d'analyse de la société qui s'est révélée extrêmement féconde pour chaque génération depuis que la méthode a été exposée dans *L'idéologie allemande* en 1846. Toutes les annonces concernant la « mort du marxisme » par des idéologues bourgeois se sont révélées fausses en une décennie par une variété de nouvelles études marxistes sur la société, l'économie et l'histoire. Pourtant, quand il s'agit d'énoncer exactement ce qu'est la méthode marxiste, il y a eu d'énormes confusions, où les marxistes semblent exprimer des choses contradictoires.

La confusion est centrée autour du couplet « base » et « superstructure ». Marx écrivait dans sa préface de *la Critique de l'économie politique de 1857* que « la structure économique de la société » forme la « base concrète » sur laquelle « s'élève une superstructure juridique et politique ».

Depuis lors, les marxistes se disputent sur cette déclaration. Qu'est-ce que la base ? L'économie ? Les forces productives ? La technologie ? Les rapports de production ? Qu'est-ce qui est inclus dans la superstructure ? Évidemment l'État. Mais qu'en est-il de l'idéologie (et de la théorie révolutionnaire ?) De la famille ? De l'État quand il détient l'industrie ?

Finalement, quelle est la relation entre la « base » et la « superstructure » ? Est-ce que la base détermine la superstructure ? Dans ce cas, quelle serait la nature de cette détermination ? Et est-ce que la superstructure dispose d'un degré « d'autonomie » – et, dans ce cas, comment réconcilier cette autonomie relative avec le rapport de détermination (même s'il ne s'agit que de détermination en dernière instance) ?

I. LE MATÉRIALISME MÉCANISTE ET SES CONSÉQUENCES

Les réponses données à ces questions mènent à des idées très différentes sur la façon dont la société se développe.

À une extrême, il y a l'idée selon laquelle la base est constituée des forces productives, qui avancent inévitablement, et que cela mène à son tour à des changements dans la société.

Selon ce point de vue, les luttes politiques et idéologiques ne sont pas considérées comme jouant un rôle concret. Les humains sont les produits de leurs circonstances, et l'histoire poursuit son cours indépendamment de leur volonté. L'aboutissement des guerres, révolutions, débats philosophiques, etc. est toujours déterminé à l'avance. Du point de vue de l'histoire, cela n'aurait rien changé si Robespierre était passé sous un chariot en 1788 ou si le train plombé² s'était écrasé en avril 1917. Cette conception du marxisme est basée sur une certaine lecture de Marx lui-même, en particulier sur un passage polémique dans *Misère de la philosophie* :

« En acquérant de nouvelles forces productives, les hommes changent leur mode de production, et en changeant le mode de production, la manière de gagner leur vie, ils changent tous leurs rapports sociaux. Le moulin à bras vous donnera la société avec le suzerain ; le moulin à vapeur, la société avec le capitalisme industriel. »³

Ce fut dans les années après la mort de Marx qu'une telle conception mécaniste, déterministe de l'histoire en fut à être considérée comme l'orthodoxie « marxiste ». C'est à cette période que le marxisme parvint à hégémoniser le mouvement ouvrier allemand et, ce faisant, la II^e Internationale. Mais c'était le marxisme tel qu'il était vu et compris par Karl Kautsky, le « pape du marxisme ».

Pour Kautsky, le développement historique est un processus qui produit inévitablement et successivement chaque mode de production – l'antiquité, le féodalisme, le capitalisme – et qui devrait finalement nous amener au socialisme. Il y a une « inévitable... adaptation des formes d'appropriation aux formes de production. »⁴ Les mouvements révolutionnaires ne peuvent pas altérer ce modèle de développement. Ainsi, les Hussites du 15^e siècle et les Anabaptistes révolutionnaires du 16^e siècle se sont battu courageusement et ont présenté une vision d'une société nouvelle, mais, selon Kautsky, ils ne pouvaient modifier le développement inévitable de l'histoire :

« La direction du développement social ne dépend pas de l'utilisation de méthodes pacifiques ou de luttes violentes. Elle est déterminée par les progrès et les besoins des moyens de production. Si le résultat d'une lutte révolutionnaire violente ne correspond pas aux intentions des combattants

Pour Kautsky, le développement historique est un processus qui produit inévitablement et successivement chaque mode de production – l'antiquité, le féodalisme, le capitalisme – et qui devrait finalement nous amener au socialisme.

révolutionnaires, cela signifie uniquement que ces intentions sont en opposition au développement des besoins de la production. La lutte révolutionnaire violente ne peut jamais déterminer la direction du changement social, elle peut seulement, dans certaines circonstances, accélérer son rythme. »⁵

La tâche des socialistes révolutionnaires sous le capitalisme moderne n'était pas de raccourcir le développement historique, mais simplement de refléter son développement en construisant soigneusement des organisations socialistes jusqu'au jour où le capitalisme serait prêt à se transformer en socialisme. En corollaire, les contre-révolutionnaires ne pouvaient pas non plus stopper la marche en avant des forces productives et, donc, du développement historique. Kautsky insistait sur le fait que la régression d'une forme plus avancée de forces productives à une forme plus arriérée n'était jamais arrivée⁶. « *Le développement économique* », selon son ouvrage le plus influent, son *Introduction au Programme d'Erfurt* du Parti social-démocrate allemand, « *mènera inévitablement... à la conquête du gouvernement dans l'intérêt de la classe ouvrière.* »⁷

Le pionnier du marxisme russe, Plekhanov, développait des formulations très proches de celles de Kautsky. Il soutenait que le développement de la production entraînait automatiquement des changements dans la superstructure. L'activité humaine ne pouvait pas bloquer le développement des forces productives. « *Le développement social* » est un « *processus exprimant des lois.* »⁸ « *La cause finale des rapports sociaux repose dans l'état des forces productives.* » « *Les forces productives... déterminent... les rapports sociaux, donc les rapports économiques.* »⁹

Il présente une « formule » qui expose une hiérarchie de causalités au sein du processus historique. « L'état des forces productives » détermine les rapports économiques de la société. « Un système politico-social » se développe sur cette « base économique ». « *La mentalité des hommes vivant en société est déterminée en partie directement par les conditions économiques et en partie par la totalité du système politico-social qui s'est érigé sur ces fondations.* » Finalement, les « *différentes idéologies... reflètent les propriétés de cette mentalité.* »¹⁰

Il affirme que « *l'histoire est faite par les hommes* », mais il insiste ensuite que « *l'axe du développement intellectuel moyen de l'humanité est parallèle à celui de son développement économique* ». Ainsi, en dernier recours, ce qui compte vraiment, c'est le développement économique.¹¹

Le résultat d'événements historiques majeurs comme la révolution française ne dépendait pas du tout du rôle joué par des individus tels que Robespierre ou Mirabeau :

« Quelles que soient les qualités d'un individu donné, elles ne peuvent éliminer les rapports



économiques si ces derniers sont conformes à l'état actuel des forces productives. Des personnes talentueuses peuvent seulement changer des caractéristiques ou événements individuels, pas leur tendance générale. »¹²

De même que l'interprétation kautskyste du marxisme dominait les partis de la Seconde Internationale, celle de Plekhanov fut considérée comme l'orthodoxie par les partis Staliniens à partir de la fin des années 1920. Entre les mains de Staline et de ses « théoriciens », elle devint une loi historique inflexible : le développement des forces productives amena des changements correspondants dans la société. C'est pourquoi la croissance de l'industrie en Russie mènera inévitablement de « l'État ouvrier » au socialisme et du socialisme au communisme, quelles que soient les épreuves et la misère impliqués. Inversement, le déclin des forces productives du capitalisme occidental était la preuve la plus claire qu'il avait dépassé sa durée de vie.

La réaction contre le déterminisme

Le marxisme stalinien n'a pas survécu longtemps après la mort de Staline. La « nouvelle gauche » de la fin des années 1950 et la gauche maoïste du milieu des années 1960 ont toutes les deux mené une offensive contre le récit déterministe et mécaniste de l'histoire.

Ces courants insistaient, à raison, que dans les travaux historiques de Marx – *La lutte des classes en France*, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte* et *La guerre civile en France* – il n'y avait pas la moindre trace d'une approche passive et fataliste du changement historique. Ils mirent également l'accent sur certaines remarques faites par Engels

Entre les mains de Staline et de ses « théoriciens », l'interprétation du marxisme de Plekhanov devint une loi historique inflexible : le développement des forces productives amena des changements correspondants dans la société. C'est pourquoi la croissance de l'industrie en Russie mènera inévitablement de « l'État ouvrier » au socialisme et du socialisme au communisme, quelles que soient les épreuves et la misère impliqués.

dans une série de lettres qu'il écrivit à la fin de sa vie, dans les années 1890, dans lesquelles il critique l'utilisation grossière du matérialisme historique. Dans une lettre à Starkenburg¹³ :

« Le développement politique, juridique, philosophique, religieux, littéraire, artistique, etc., repose sur le développement économique. Ils réagissent tous les uns sur les autres et sur la base économique. Il n'est pas vrai que la situation économique est la seule cause active et que tout le reste n'est qu'un effet passif. Mais il y a une action réciproque sur la base de la nécessité économique qui finit toujours par l'emporter en dernière instance. »¹⁴

Et à Bloch :

« D'après la conception matérialiste de l'histoire, le facteur déterminant dans l'histoire est, en dernière instance, la production et la reproduction de la vie réelle. Ni Marx ni moi n'avons jamais affirmé davantage. Si, ensuite, quelqu'un torture cette proposition pour lui faire dire que



Affiche «Staline est notre timonier», 1933

le facteur économique est le seul déterminant, il la transforme en une phrase vide, abstraite, absurde.

La situation économique est la base, mais les divers éléments de la superstructure – les formes politiques de la lutte de classes et ses résultats, – les Constitutions établies une fois la bataille gagnée par la classe victorieuse, etc., – les formes juridiques, et même les reflets de toutes ces luttes réelles dans le cerveau des participants, théories politiques, juridiques, philosophiques, conceptions religieuses et leur développement ultérieur en systèmes dogmatiques, exercent également leur action sur le cours des luttes historiques et, dans beaucoup de cas, en déterminent de façon prépondérante la forme.

Il y a action et réaction de tous ces facteurs au sein desquels le mouvement économique finit par se frayer son chemin comme une nécessité à travers la foule infinie de hasards.»¹⁵

Par la suite, la nouvelle gauche post-1956 a affirmé que les termes même de « base » et de « superstructure » étaient simplement une métaphore qu'il ne fallait pas prendre trop sérieusement. L'influence réciproque de la superstructure sur la base signifiait que la « détermination » ne devait pas être prise comme une relation strictement causale.

La gauche maoïste ne commença pas avec une rupture aussi explicite avec le passé. Le doyen de cette école, Louis Althusser, était tout à fait disposé dans ses écrits du début des années 1960 à citer Staline favorablement.

Mais les Althussériens créèrent une nouvelle structure théorique qui rendait caduque la majorité du contenu des vieilles notions de « base », « superstructure » et « détermination ». Pour eux, la société consistait en un certain nombre de structures différentes – politique, économique, idéologique, linguistique – dont chacune se développait à son propre rythme et avait des répercussions sur les autres. À tout moment de l'histoire, n'importe laquelle de ces structures pouvait dominer les autres. C'était simplement en dernière instance que l'économie était « déterminante ».

Le marxisme stalinien n'a pas survécu longtemps après la mort de Staline. La « nouvelle gauche » de la fin des années 1950 et la gauche maoïste du milieu des années 1960 ont toutes les deux mené une offensive contre le récit déterministe et mécaniste de l'histoire.

La nouvelle gauche et l'école maoïste-Althussérienne étaient à l'origine très hostiles l'une à l'autre.¹⁶ Pourtant, les deux redéfinissaient le matérialisme historique dans un sens qui faisait grand cas du volontarisme.

Pour la nouvelle gauche des années 1950, cela signifiait qu'il fallait se séparer de toute définition étroite de la classe ou des analyses selon lesquelles l'être social pouvait affecter la conscience sociale. Dans les écrits de la figure la plus proéminente de la nouvelle gauche britannique, E.P. Thompson, – depuis son essai de 1960 *Revolution*¹⁷ jusqu'à ses écrits des années 1980 contre les missiles de croisière – il y a le message constant selon lequel l'énergie et la bonne volonté ainsi que le refus des catégories étroites pouvaient être suffisants pour ouvrir la route du succès. Dans ses écrits plus théoriques, il rejette la vue selon laquelle les facteurs « économiques » jouent un quelconque rôle dans l'histoire, ou encore qu'ils puissent être séparés d'autres facteurs tels que l'idéologie ou le judiciaire.¹⁸

Le ton d'Althusser est différent : dans ses écrits antérieurs, la clé du changement réside toujours dans un parti de forme essentiellement stalinienne. Mais il présente le même élément de volontarisme que chez Thompson : si seulement le parti comprenait l'articulation des différentes structures, il pourrait forcer la marche de l'histoire, indépendamment des facteurs « économiques ».

La plupart de ses disciples ont abandonné toute notion de « détermination », même « en dernière instance », et tiennent des positions qui ne

Des penseurs tels que George Lukàcs, Karl Korsch et Antonio Gramsci essayèrent tous les trois de fournir des versions du matérialisme historique qui ne voyaient pas l'activité humaine comme un reflet passif d'autres facteurs.

permettent pas de comprendre comment la société change. Ainsi, par exemple, le post-althussérien anglais Gareth Stedman Jones, nous explique maintenant que le seul moyen de comprendre une idéologie réside dans ses propres termes et que nous ne devons pas essayer d'interpréter ses développements en fonction des circonstances matérielles des individus qui y adhèrent.¹⁹ Nous retombons en plein dans le vieil adage empiriste « Tout est ce qu'il est et rien d'autre ». Telle est la souris dont les structures éléphantesques de l'Althussérianisme ont accouché.

La convergence de la vieille nouvelle gauche et des Althussériens a créé chez les marxistes une sorte de « sens commun » selon lequel toute discussion sur la base et la superstructure est dépassée. L'influence de ce « sens commun » est tellement vaste qu'il affecte des personnes qui, par ailleurs, rejettent en bloc les conclusions politiques d'Althusser et de Thompson.²⁰

La seule résistance concertée à cette tendance est venue des admirateurs du philosophe analytique orthodoxe G. A. Cohen.²¹ Mais sa défense des concepts de Marx implique un retour aux interprétations mécanistes de Kautsky et Plekhanov.

L'alternative matérialiste révolutionnaire

Historiquement, cependant, il y a toujours eu une alternative révolutionnaire au matérialisme mécaniste et au volontarisme. Elle existait partiellement même à l'apogée du Kautskysme dans certains écrits d'Engels et dans les travaux du marxiste italien, Labriola.²²

Mais le besoin d'une alternative théorique ne se fit pas plus pressant jusqu'à ce que les années de la Première Guerre mondiale et la révolution russe prouvent la faillite du Kautskysme. C'est à ce moment que Lénine relut Hegel et en conclut que « *L'idéalisme intelligent (dialectique) est plus proche du matérialisme intelligent que le matérialisme bête (métaphysique)* ». ²³

Dans les années qui suivirent, des penseurs tels que George Lukàcs, Karl Korsch et Antonio Gramsci essayèrent tous les trois de fournir des versions du matérialisme historique qui ne voyaient pas l'activité humaine comme un reflet passif d'autres facteurs. Et dans sa phénoménale *Histoire de la Révolution russe*, Léon Trotsky a rendu compte d'un événement historique mondial qui mettait l'accent à la fois sur les facteurs objectifs et subjectifs – et, à ce titre, il fut critiqué d'un point de vue Plekhanovite.²⁴

Une version non-mécaniste, non-volontariste du matérialisme historique est absolument essentielle aujourd'hui. Elle peut être trouvée facilement dans l'œuvre de Marx lui-même, si on complète ses propos dans la *préface de la Contribution à une critique de l'économie politique* avec ce qu'il

explique de manière régulière dans *L'idéologie allemande*, *Misère de la philosophie*, *Le Manifeste du Parti communiste* et autres.

TRADUCTION GABRIEL, MONTREUIL

1 – <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1859/01/km18590100b.htm>

2 – Train avec lequel Lénine traversa l'Allemagne du sud au nord pour rejoindre la Russie après le début de la révolution.

3 – <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1847/06/km18470615g.htm>

4 – <https://www.marxists.org/archive/kautsky/1903/economic/ch20.htm>

5 – <https://www.marxists.org/deutsch/archiv/kautsky/1895/vorl/index.html>

6 – <https://www.marxists.org/archive/kautsky/1906/ethics/index.htm>

7 – Comme la plupart des matérialistes mécaniques, Kautsky ne pouvait suivre rigide sa propre méthode. À certains moments, il suggère que l'activité humaine a un rôle important à jouer, comme lorsqu'il suggère dans son *Introduction au programme d'Erfturt* qu'à moins que « *la société se débarasse du fardeau* » du « *système de propriété privée des moyens de production* » de la façon dont la « *loi évolutive* » décrète, le système « *jettera la société dans les abysses* ». <https://rowlandpasaribu.files.wordpress.com/2013/09/karl-kautsky-the-class-struggle.pdf> <https://www.marxists.org/archive/plekhanov/1898/xx/individual.html> 9 – *Ibid.*

10 – Traduction de la version anglaise trouvée ici : <https://www.marxists.org/archive/plekhanov/1907/fundamental-problems.htm>,

11 – *Ibid.*

12 – <https://www.marxists.org/archive/plekhanov/1898/xx/individual.html>

13 – Il s'agit en fait d'une lettre à Borgius. Cette lettre a été publiée pour la première fois sans mention du destinataire dans le journal *Der sozialistische Akademiker* N° 20, 1895, par son collaborateur H. Starkenburg. De ce fait Starkenburg a été identifié à tort comme le destinataire dans les éditions précédentes – Note des éditions du progrès, 1968.

14 – <https://www.marxists.org/francais/engels/works/1894/01/18940125.htm>

15 – <https://www.marxists.org/francais/engels/works/1890/09/18900921.htm>

16 – Voir, par exemple, la polémique vigoureuse de E.P. Thompson contre les Althussériens dans *Misère de la théorie. Contre Althusser et le marxisme anti-humaniste*. Paris, 2015.

17 – Dans *New Left Review*, N° 3, mai 1960.

18 – *Misère de la théorie. Contre Althusser et le marxisme anti-humaniste*. Paris, 2015.

19 – Voir, par exemple, son essai *Rethinking Chartism*, dans *Language of Class*, Cambridge, 1983.

20 – Voir par exemple, la remarque de Norah Carlin pour qui « *la distinction entre base et superstructure est trompeuse plus souvent qu'elle n'est utile* », dans « *Is family part of the superstructure?* » Dans *International Socialism* vol. 26; ainsi que la suggestion d'Alex Callinicos selon laquelle la méthode marxiste implique de « *commencer avec les rapports de production et de les traiter eux, et non les forces productives, comme indépendants* », dans *Marxism and Philosophy*, Londres 1983.

21 – G.A. Cohen, *Karl Marx's Theory of History: a Defence*, Oxford 1978.

22 – Voir A. Labriola, *Essai sur la conception matérialiste de l'histoire et Socialisme et philosophie*. <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k374508z.image>, <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k113491z/f10.item.texteImage>

23 – V.I. Lénine, *Oeuvres complètes*.

24 – Voir la critique de la position de Trotsky par Isaac Deutscher, *Le prophète hors-la-loi*.



RÉVOLUTION ESPAGNOLE :

FRONT RÉPUBLICAIN OU RÉVOLUTION SOCIALE

CYCLE EXPÉRIENCES RÉVOLUTIONNAIRES. *Lors de nos rencontres bimestrielles, nous avons décidé d'organiser un cycle de discussions sur des expériences révolutionnaires passées. Cet article est le résultat de l'une d'entre elles. Revenir sur le processus révolutionnaire espagnol amène à se questionner sur l'alternative produite par les exploités et les opprimés lors d'une séquence historique et déterminante de la lutte antifasciste.*

Le 18 juillet 1936, une partie de l'armée espagnole, soutenue par les classes supérieures et l'Église catholique, se lève avec l'intention de mettre fin à l'expérience du pays en matière de démocratie et de réformes sociales sous la II^e République entre 1931 à 1936. Ces franges sont les plus réactionnaires de la société. Elles sont organisées dans les institutions traditionnelles d'un État d'un ancien temps et dans des partis s'inspirant des nazis et du régime de Mussolini. Elles voient en ce coup de force la seule solution de rétablir l'ordre existant et de massacrer les tentatives d'émancipation des classes paysannes et ouvrières, tout en anéantissant le Front Populaire élu depuis février 1936.

La guerre civile qui en résulte est l'un des événements charnières du 20^e siècle. Pour certains, c'était la répétition de la Seconde Guerre mondiale. Pour d'autres, la dernière révolution sociale en Europe. Pour des millions de personnes, la défaite a été synonyme de près de 40 ans de fascisme en Espagne.

Cependant, 1936 a aussi été le début d'une profonde révolution : la clé possible non seulement de la victoire sur le fascisme, et d'un avenir différent tant l'auto-activité des travailleur-ses fut un des éléments déterminants de ce processus.

La révolution de 1936 continue d'être l'un des exemples les plus importants de tentative

d'émancipation par en bas. Des paysan-nés ne sachant ni lire ni écrire, ont pris le contrôle de leur terre, ont défini les besoins de leur village, ont bâti une société émancipée de toute domination seigneuriale. La révolution de 1936 démontre à quel point la classe ouvrière s'incarne comme la principale force sociale en mesure de résister au coup d'État et à Franco. La révolution de 1936 pose enfin la question du pouvoir : comment imposer la défaite aux armées fascistes tout en imposant une alternative à la république bourgeoise.

Les travailleur-ses prennent le contrôle

Au cours des décennies précédentes, les idées anarchistes et socialistes avaient pris racine dans la classe ouvrière espagnole. L'une des particularités de cette Espagne, en retard sur les puissances européennes en matière de développement industriel, est la composition du mouvement ouvrier.

Contrairement aux autres pays de l'Europe industrialisée, le courant anarchiste domine les principales villes industrielles, notamment la Catalogne. Ainsi, la CNT, syndicat libertaire compte jusqu'à un 1,5 million de membres. L'autre aile du mouvement ouvrier, sociale démocrate, est l'Union Générale des Travailleurs (UGT). Elle se renforce

tout particulièrement à Madrid et bénéficie de l'aura de Caballero, dirigeant social-démocrate qui dès septembre 1936 deviendra le principal chef du gouvernement du Front populaire.

Au centre de la tradition anarchiste se trouvait l'idée que les travailleur·ses doivent prendre le contrôle de leur lieu de travail. Cependant, la révolution n'est pas seulement l'œuvre des minorités les plus radicales, mais elle repose sur une participation massive et largement spontanée de la population.

Ainsi, en juillet 1936, ce sont des milliers d'ouvrier·es qui se dressent dans la plupart des villes devant les tentatives du coup d'État initié par Franco. Seules quelques villes d'Andalousie, comme Séville ou Grenade, n'ont pas cherché à résister. Partout où les travailleur·ses sous-armés se sont affrontés aux insurgés, le coup d'État a été repoussé.

Cette confiance qui a amené les franges les plus exploitées de la société à résister aux militaires tient autant du niveau d'organisation de classe ouvrière en Espagne (3 millions de syndiqué·es pour 11 millions d'actifs dont 4 millions dans l'industrie) que des expériences de confrontation de masse accumulées depuis 1931 et le début de la République espagnole. Les opposant·es au franquisme ne s'arrêtent pas à la lutte antifasciste le 19 juillet au soir. Les aspirations sociales et politiques se sont traduites par un contrôle direct des travailleur·ses sur leur lieu de travail et l'instauration d'une dualité de pouvoir.

À l'été 1936, en Catalogne, on compte 80 % des lieux de travail sous contrôle direct de la classe ouvrière. Les syndicalistes de la CNT ont ainsi la mainmise sur les secteurs déterminants comme les transports de Barcelone, les lignes de communication dans les Asturies, les mineurs s'emparent des principaux bassins miniers. Les patrons ont fui en raison du pouvoir politique conquis par les travailleur·ses.

Partout, dans les villes et dans les villages, fleurissent des comités populaires qui organisent la résistance armée à l'offensive franquiste et s'emparent significativement du pouvoir politique. Ces comités intègrent les militant·es issus des organisations ouvrières. Leur tâche immédiate est de décider du rôle militaire de chacun·e, du contrôle des prix, de la socialisation des industries, de l'expropriation des biens du clergé, du contrôle bancaire, de la collectivisation des logements ou encore de l'organisation de l'éducation.

En Catalogne, ils gèrent également ce qui s'apparente à la genèse de la sécurité sociale. Cette caisse d'assistance sociale est là pour indemniser les familles des combattant·es du front.

La vie des femmes a pris un nouveau cours car beaucoup sont entrées pour la première fois dans les usines et dans les activités politiques ou sont allées au front pour se battre.

La résistance populaire a donc transformé ce qui fut censé être un simple coup d'État en une guerre civile totale. Un grand fossé s'est creusé dans les zones républicaines contrôlées par la résistance antifasciste.

La constitution des milices :

La nécessité de combattre le fascisme les armes à la main a exigé la constitution de milices. Dès le 24 juillet, celle dirigée par Durruti est formée par le Comité central de Barcelone. Elle s'oriente

Partout, dans les villes et dans les villages, fleurissent des comités populaires qui organisent la résistance armée à l'offensive franquiste et s'emparent significativement du pouvoir politique. Leur tâche immédiate est de décider du rôle militaire de chacun·e, du contrôle des prix, de la socialisation des industries, de l'expropriation des biens du clergé, du contrôle bancaire, de la collectivisation des logements ou encore de l'organisation de l'éducation.

vers l'Aragon et représente la force armée la plus importante de la CNT.

Ces milices sont créées par les organisations constitutives de la Révolution. Ainsi, 50 000 milicien·es s'engagent dans les milices de la CNT, 30 000 dans celles de l'UGT, 10 000 dans le Parti communiste stalinien et 5 000 dans les rangs du Parti ouvrier d'unification marxiste (POUM).

Elles incarnent dans les premiers mois un contre-pouvoir révolutionnaire. Échappant au contrôle de l'État central, les commissaires politiques ne portent pas d'insignes rappelant leurs grades, le commandement est élu et l'ensemble des milicien·es touchent la même solde.

Enrôlé dans la milice du POUM, Georges Orwell témoigne dans *Hommage à la Catalogne* du sous-équipement des milices, du manque d'entraînement et de discipline des troupes. C'est une réalité qu'endurent les milices jusqu'à leur défaite.

Se pose enfin deux dernières difficultés : d'une part, ces milices n'ont pas de commandement central contrairement aux armées franquistes et demeurent soumises à la volonté politique de l'organisation à laquelle elle se rattache. D'autre part, on ne connaît pas de comité de soldat contrairement aux épisodes des révolutions russe et allemande.

La question du pouvoir

La guerre civile espagnole est souvent vue comme une héroïque résistance au fascisme. Pourtant les aspirations révolutionnaires sont bien réelles : une révolution signifie l'entrée dans l'arène sociale et politique de millions de femmes et d'hommes combattant avec acharnement pour imposer des pouvoirs économiques et politiques en rupture avec l'ordre ancien. Les événements de 1936 en Espagne constituent l'un des meilleurs exemples pour illustrer l'importance de la prise de pouvoir dans le changement profond et durable.

Pour le puissant syndicat anarchiste, la CNT, la révolution était une réalité. Dans les rues, les usines et sur la terre, il semblait que le exploité·es dominant la situation. Cependant, ils ne contrôlent pas les communications, le commerce, les finances et, surtout, les forces armées – la révolution est en ce sens incomplète.

Les anarchistes, opposés à toute forme d'État, rejettent donc l'idée d'en construire un nouveau, même s'ils voyaient en pratique la nécessité de centraliser la lutte antifasciste. Ils ont donc rejeté la mise en place d'un État révolutionnaire, qui, pensaient-ils, signifierait une « dictature anarchiste » et ont fini par collaborer à la reconstruction de l'État

républicain. En novembre 1936, quatre dirigeants anarchistes ont rejoint le gouvernement du Front populaire, qui allait saper la révolution.

Stalinisme

La lutte contre le fascisme en 1936 a clairement posé le besoin d'unité de la gauche. Le Front populaire, créé avant la guerre dans le but d'unir les partis ouvriers et libéraux de la classe moyenne pour la défense de la démocratie, semblait être la réponse logique à la terrible menace du fascisme.

En réalité, loin de parvenir à l'unité, le Front populaire a supervisé une contre-révolution qui a sérieusement sapé la lutte antifasciste. Il fallait s'attendre à ce que les partis républicains libéraux et les socialistes modérés, compte tenu de leur opposition à la révolution sociale quelle que soit la situation, choisissent de soutenir avant tout la démocratie capitaliste.

Les raisons pour lesquelles les communistes, partisans les plus enthousiastes du Front populaire, s'opposaient à la révolution, sont plus complexes. Le Parti communiste a connu une croissance rapide dans les premiers mois de la guerre. Il passe ainsi 30 000 membres à plus de 300 000 adhérent-es. Sa principale base sociale est la classe moyenne inférieure : des enseignant-es ou des fonctionnaires aspirant à la démocratie, farouchement opposée au fascisme, elle se satisfait de réforme sociale sans penser la transformation révolutionnaire de la société.

La direction du Parti communiste se présentait comme le défenseur de l'efficacité militaire et de l'ordre public. En fait, la stratégie communiste était subordonnée à la Russie de Staline qui cherchait à s'allier avec les démocraties occidentales contre l'Allemagne nazie. Staline n'était pas intéressé par une révolution en Espagne, surtout si elle n'était pas contrôlée par lui, qui pourrait mettre en danger une telle alliance.

Dans un premier temps, le Parti communiste n'a donc cessé de s'opposer à des mesures radicales comme l'indépendance des possessions espagnoles au Maroc, la France étant opposée à cette orientation de peur de voir menacer ses propres colonies. Le PC cherche également à offrir des garanties aux capitaux britanniques et français dans l'espoir de recevoir des armes... Elles ne viendront jamais et Franco renforcera ses troupes par des mercenaires issues des colonies marocaines...

Front populaire

L'une des raisons avancées par les partisans du Front populaire pour présenter la guerre comme une simple lutte entre fascisme et démocratie a été la nécessité de gagner le soutien des gouvernements démocratiques du monde entier.

L'axe fasciste de l'Italie et de l'Allemagne apportent une aide massive aux fascistes. Le problème est que les intérêts impériaux et de classe des gouvernements démocratiques signifiaient qu'ils n'allaient jamais soutenir une République perçue comme de gauche. Au lieu de cela, la Grande-Bretagne et la France ont poursuivi la politique cynique de « non-intervention ».

Parmi les grandes puissances, seule la Russie a envoyé de l'aide à l'Espagne républicaine, ce qui a considérablement renforcé l'influence communiste. Mais l'aide soviétique a été accompagnée de



conditions. Les prix des armes ont été manipulés et les dirigeants russes ont fait pression pour freiner la révolution. C'était aussi l'époque des grandes purges stalinienne en Russie et ses méthodes et sa propagande étaient maintenant exportées en Espagne. Le seul véritable soutien international que la République a reçu est celui des travailleur-ses. Un mouvement de solidarité avec la République a émergé. Environ 35 000 volontaires étranger-es du monde entier, pour la plupart des travailleur-ses, sont allés en Espagne pour combattre dans les Brigades internationales. Beaucoup d'entre elles et eux sont morts.

La politique de la guerre

L'insistance du gouvernement du Front populaire à présenter la guerre au monde comme une guerre de défense de la démocratie parlementaire a fait en sorte que sa stratégie militaire a été posée en termes orthodoxes avec de grandes offensives de style Première Guerre mondiale.

Compte tenu de la supériorité technologique de l'armée fasciste, cette stratégie a entraîné une énorme ponction sur les ressources limitées de la République, ainsi que de terribles pertes en vies humaines, et s'est soldée par une défaite totale.

Alors que les milices créées au début de la révolution étaient organisées démocratiquement, la nouvelle Armée populaire, que le gouvernement du Front populaire a créée pour les remplacer, avait une structure militaire traditionnelle. Tout le monde, y compris les anarchistes, a admis qu'il fallait un commandement centralisé, mais une armée révolutionnaire aurait maintenu l'esprit démocratique, volontaire et militant des milices. Avec les



Alors que les milices créées au début de la révolution étaient organisées démocratiquement, la nouvelle Armée populaire, que le gouvernement du Front populaire a créée pour les remplacer, avait une structure militaire traditionnelle.

ressources dont dispose la République, une autre stratégie aurait été fondée sur la mobilité et des attaques plus limitées contre ce qui est un vaste front et une défense plus approfondie. Par-dessus tout, une telle stratégie aurait profité d'une base sociale potentiellement importante dans l'arrière-garde fasciste pour organiser la guérilla. Cependant, une guerre révolutionnaire avait besoin d'un pouvoir politique révolutionnaire. Par exemple, la crainte de la réaction des puissances impériales signifiait que la République refusait de soutenir un soulèvement nationaliste marocain dans les zones fascistes contrôlées par les possessions coloniales espagnoles en Afrique du Nord. De même, la République n'a jamais profité de son contrôle sur la majeure partie de la marine espagnole, car l'activité d'une flotte rouge en Méditerranée aurait contrarié la Grande-Bretagne et la France.

Alternative

Seul le petit parti socialiste révolutionnaire, le POUM, a proposé une stratégie alternative. Il plaidait pour la mise en place d'un gouvernement révolutionnaire basé sur des comités de travailleur-ses, de paysan-nes et de combattant-es. Un tel gouvernement aurait

approfondi le processus révolutionnaire, organisé une armée rouge et poursuivi une stratégie militaire qui n'était pas subordonnée à la victoire des puissances impérialistes. Elle aurait également conquis les classes moyennes inférieures par des mesures qui protégeaient leurs intérêts et maintenaient l'indépendance des organisations de travailleur-ses.

Par exemple, elle se serait opposée à la collectivisation forcée de petites propriétés privées qui se produisaient parfois, tout en montrant dans la pratique les avantages de la collectivisation volontaire. Le POUM a également défendu la nécessité de créer un front ouvrier révolutionnaire pour unir les forces antifascistes et défendre la révolution. La brève formation du Front de la jeunesse révolutionnaire au début de 1937 par le POUM et la jeunesse anarchiste aurait pu être un pas important dans cette direction, mais elle a rapidement été contestée par la direction du CNT comme « trop politique ».

Pour imposer une alternative révolutionnaire, il faut non seulement un programme correct, mais aussi une organisation ayant une influence et un soutien suffisants pour mener une attaque contre le pouvoir et, surtout, la construction d'une « autre puissance ».

Le POUM n'avait pas suffisamment de force à lui seul et, craignant d'être isolé, il a hésité à rompre avec la direction de la CNT, et en Catalogne, par exemple, a suivi les anarchistes jusqu'au gouvernement.

L'expérience de la Révolution espagnole montre non seulement le potentiel des peuples à changer le monde, mais aussi que la construction d'une organisation politique révolutionnaire ne peut être ignorée.

GAËL, MONTREUIL



UNE HISTOIRE POLITIQUE DES SOUND SYSTEM

1^{ER} ÉPISODE

Des Dance-hall jamaïcains des années 50's aux raves bretonnes de 2020 en passant par les émeutes de Brixton en 1981: un feuilleton musical et politique en 3 épisodes.



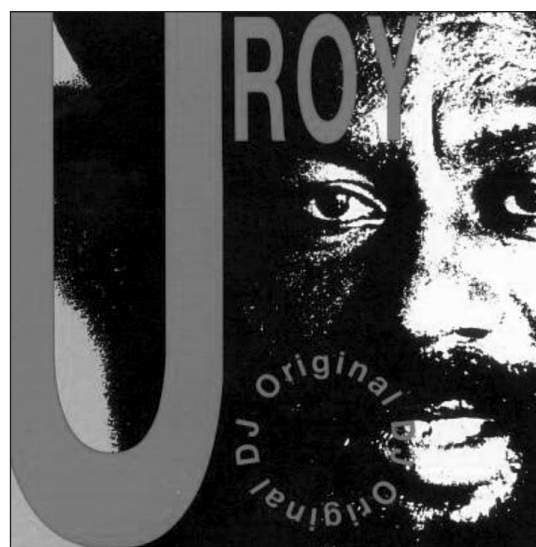
Shaking Up Orange Street

Des montagnes d'enceintes; des paquets d'amplis, préamp', tables de mixage; des sélections musicale affûtées et exclusives; des « massives » prêts à faire des centaines de kilomètres pour voir jouer leur « crew » préféré. Bien plus qu'une sono mobile aux basses surpuissantes, le sound system est un phénomène, culturel, social, économique et politique, typiquement jamaïcain, qui a marqué l'histoire de l'île, mais aussi de la métropole britannique, a colonisé le monde et changé à jamais la physionomie de la musique (le rap et le remix par exemple sont directement issus de cette culture). Plongée au cœur des dancehalls à un moment où danser n'a jamais été aussi politique.



Wear you to the ball

Apparu dès les années 1940 du siècle dernier, d'abord comme moyen publicitaire pour attirer les clients dans certains magasins, c'est dans les années 1950 que le phénomène des sound system se développe et que se mettent en place les caractéristiques de cette culture: courses à l'équipement avec des sono artisanales toujours plus puissantes et des basses fréquences poussées au maximum (ce qui fait que le sound system est une expérience physique presque autant que musicale); recherche de l'exclusivité musicale (les « sélecteurs » des premiers sound arrachaient les label des 45 tours en provenance des USA pour empêcher l'identification des morceaux par les concurrents); esprit de compétitions (les premières guerre musicale, les fameux « clashes », datent des



années 1950); lien organique entre le public et les artistes (les « sélecteurs » ou « opérateurs » sont de véritables stars en Jamaïque ou dans l'underground anglais, les sound system ont un ancrage local très fort et sont généralement affiliés à un quartier, une « communauté » qu'ils représentent).

La première raison du succès est simple, à cette époque très peu de monde peut s'offrir le matériel nécessaire pour écouter des disques chez soi, d'autant plus que l'exode rural et la croissance démographique alimentent en Jamaïque une crise du logement à laquelle les autorités répondent par la construction de logements exigus et entassés (les fameux « Tennament yards », tant de fois chanté par les artistes Reggae).

À partir des années 1960, quand les « deejays » commenceront à prendre le micro sur des « versions », le sound system devient le journal quotidien des ghettos et fait résonner haut et fort les souffrances et les espoirs de libération de tout un peuple.



This music got soul

C'est ainsi que le sound system va devenir un élément central de la vie des habitant·es de cette « concret jungle » (jungle de béton) que Bob

Marley a décrit avec tant de force. Il leur permet d'écouter la musique qui va les faire danser toute la nuit, loin de la soupe insipide que diffuse la radio jamaïcaine aux mains de d'une petite bourgeoisie toujours prête à dénigrer toute expression culturelle trop brute, trop sauvage, trop ghetto, trop noire.

Le sound system laisse libre cours à toutes les extravagances vestimentaires, dont les jamaïcain·es sont si friand·es, et devient le défilé de mode des ghettos. Il offre un terrain d'expression aux danseurs dont certains deviennent de véritables stars.

À partir des années 1960, quand les « deejays » commenceront à prendre le micro sur des « versions », il devient le journal quotidien des ghettos et fait résonner haut et fort les souffrances et les espoirs de libération de tout un peuple. Le sound system est donc aussi un forum politique. Prince Buster, producteur majeur de la période Ska et Rocksteady, opérateur du sound system Voice of the People, explique ainsi le choix de ce nom : « *Mon sound system allait devenir la station radio du peuple par le biais des dance-hall, où il allait pouvoir exprimer des idées que l'on entendait jamais sur les grandes stations de radio.* »



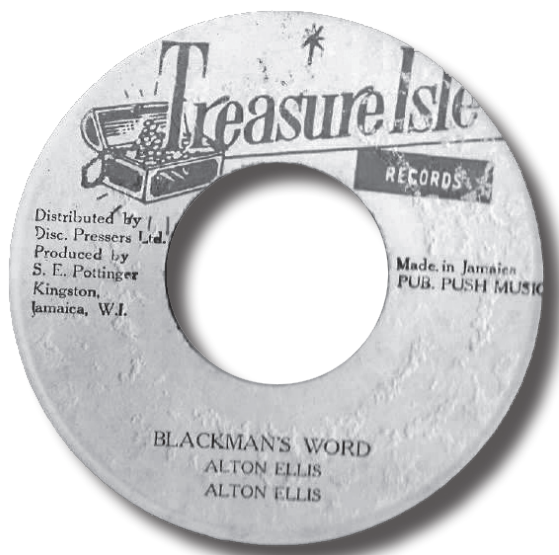
Blackman's Word

Mais au-delà de ces aspects culturels et politiques, le sound system génère une véritable industrie qui alimente tout un écosystème de la débrouille.

Il y a évidemment les membres du « crew » : des stars du sound (« sélecteurs », « opérateurs », « deejay ») aux « Box-man », qui transportent le matériel de sonorisation, en passant par les différents ingénieurs du son et électriciens qui construisent et réparent, si besoin en direct, les amplis et enceintes.

Mais, comme l'explique Lloyd Bradley dans *Bass Culture*, l'économie du sound system ne se limite pas à ses acteurs directs mais alimente aussi en amont l'industrie musicale jamaïcaine naissante, notamment par le biais des « Dubplates », ces morceaux enregistrés en exemplaire unique destiné à un sound en particulier, et qui assurent, encore aujourd'hui, aux artistes un minimum de revenus dans un pays où les « royalties » sont pour ainsi dire inexistantes et la relation au droits d'auteurs est pour le moins décomplexée (bien que complexe).

En aval, c'est toutes une faune de petits vendeurs à la sauvette, de bars et cantines plus ou moins sauvages, de gamins ramassant les bouteilles pour



en récupérer les consignes qui tirent sa dépense quotidienne de ces soirées qui peuvent rameuter des centaines voir des milliers de personnes venues de toute la ville, et même de plus loin encore. Et Bradley de conclure : « *le sound system avait été créé par et pour les plus défavorisés des jamaïcains. Ce n'est qu'en demeurant leur propriété exclusif qu'il pouvait continuer à prospérer.* »

Quand « les plus défavorisé·es des jamaïcain·es » commencèrent à immigrer vers la Grande Bretagne à bord d'immenses paquebots qui semblaient continuer la route du triangle infernal de l'atlantique noir, c'est l'Angleterre entière qui allait être submergée d'un torrent de basses surpuissantes. On vous en cause au prochain épisode.

THOMAS BOBIGNY

LEXIQUE :

CLASH : affrontement musical entre deux (ou plus) sound system pour savoir qui a les meilleures sélections de disques, le meilleur équipement, la meilleure animation... Le vainqueur étant désigné en fonction des réactions du public.

CREW : équipe du sound.

DEE JAY / TOASTER : descendants des « jive » nord américains et ancêtres des rappers, les « deejay », inventent dès les années 1960, une façon de placer sa voix en parlant dans la musique qui les différencie des chanteurs.

MASSIVES : personnes qui suivent régulièrement un Sound System, ou simplement qui sont présent dans la danse

OPÉRATEUR : personne qui assurent le réglage du matériel et parfois mix les disques.

ROCKSTEADY : succédant au Ska au cœur de la vague de chaleur de l'été 1966, le Rocksteady est un genre musical qui se caractérise par un tempo plus langoureux que son prédécesseur, ce qui laisse se développer les inspirations Soul des chanteurs et musiciens. Il laissera la place au Reggae au tournant de l'année 1969.

SKA : premier style de musique typiquement jamaïcain (au moins en ce qui concerne les musiques enregistrées, donc « commerciales », par opposition aux musiques traditionnelles du folklore), le Ska accompagnera de son tempo rapide l'indépendance de l'île en 1962.

SÉLECTEUR : personnes qui choisissent les disques à passer, et parfois les mixe.

TENNAMENT YARDS : Littéralement « cours des logements sociaux ». La cour est un élément centrale de l'organisation sociale jamaïcaine, au point qu'on désigne souvent le pays par le terme « Yard » (Bass Culture). Par extension, « yardies » désigne ce qui vient de l'île.

VERSION : Le phénomène du « versionning » est caractéristique de la culture musicale jamaïcaine, il s'agit d'appliquer à une même base musicale (ou rythmique) différentes versions qui peuvent être chantées, instrumentales, « dubbées », ou sur lesquelles vont « se poser » des « deejays ».



AUTONOMIE DE CLASSE - QUI SOMMES-NOUS ?

Ce groupe de personnes militant pour l'autonomie de classe – abrégé A2C – a été lancé à l'été 2016. Il s'organise autour de deux pratiques principales :

– des rencontres tous les deux mois, en général à Paris, sur deux jours, pour se former et s'organiser ;
– la rédaction d'articles théoriques en lien avec notre pratique militante ou de retours d'expériences, diffusés sur internet et imprimés au format de bulletin, de brochure, ou de revue comme celle-ci.

A2C est actuellement composé de personnes militant majoritairement à Paris – dans le 18^e et le 20^e arrondissement, à Montreuil, à Rennes et à Toulouse.

Les personnes impliquées dans cette équipe s'investissent dans des collectifs contre les frontières, des collectifs de personnes avec et sans papiers, des collectifs féministes, des syndicats. Nous pensons notre militantisme dans le mouvement et pour le mouvement. Ce qui suppose d'éviter les raccourcis, de penser qu'une organisation pourrait décider à elle-seule la direction que devrait prendre le mouvement. Lutter là où nous sommes, là où nous habitons, à partir de notre réalité, nous paraît primordial pour pouvoir gagner. Cela fait partie des implications, tactiques et stratégiques, de l'analyse que nous faisons de la période dans laquelle nous vivons.

Cette analyse est à la fois simple et veut dire beaucoup : ce que nous appelons trajectoire du capital pousse toujours vers plus de compétition entre États, s'oriente nécessairement vers plus de frontières, de racisme, de violences et d'écrasement. Nous pensons également qu'il est juste de ne pas regarder uniquement le rouleau compresseur du capitalisme, et de s'intéresser aux révoltes. Nous analysons toujours la société, malgré toutes les tentatives sincères de remises en question, comme étant divisée en deux classes : celle des possédants-exploiteurs, et celle des personnes qui doivent travailler pour vivre ou survivre. À l'intérieur de cette division en classes existent des rapports d'oppression et des violences qui traversent toute la société.

Des résistances, des insurrections, des situations révolutionnaires ont lieu encore

– évidemment – aujourd'hui. Des moments où une partie importante de la population d'une région prend la confiance pour s'affronter à un État, à une frange de la bourgeoisie, et à leurs armées. Ces moments n'appartiennent pas au passé et n'interviennent ni mécaniquement ni spontanément. Aucune recette magique n'existe pour faire la révolution. Mais ne pas s'organiser facilite la tâche des dominants qui peuvent mettre en place ce qui va dans leurs seuls intérêts. C'est pourquoi nous sommes convaincu-es que s'organiser est nécessaire.

S'organiser, cela signifie pour nous : développer la confiance individuelle et collective nécessaire à entrer en action, savoir vers où l'on veut aller, quitte à changer de trajectoire après des débats et des discussions dans l'intérêt du mouvement, se regrouper, et faire des tests en fonction de ce qui nous semble le plus juste politiquement.

a) Nous pensons que la formation politique n'est pas une fin en soi et est sensée lorsqu'elle a pour objectif de transformer toute la société. L'analyse seule n'est pas synonyme de victoire. Cela se saurait. La conviction permet de s'investir dans le mouvement en proposant, en augmentant notre capacité à agir collectivement.

b) Dans le même temps, s'investir dans tous les mouvements sans approche stratégique, sans boussole, est épuisant et démoralisant. Le mouvement seul n'est pas synonyme de victoire. Cela se saurait. Être dans le mouvement nous incite à nous regrouper pour se questionner sur la manière dont nous agissons.

Ces deux constats nous poussent vers une organisation traversée par l'humilité et le volontarisme : ne pas penser que la défaite ou la victoire est assurée d'avance. C'est dans ce sens qu'A2C s'est réuni il y a cinq ans.

Une question, une remarque, une polémique ?

A2C@RISEUP.NET

01

JANVIER 2022

**EN 2022, PLUS QUE
JAMAIS, UNE STRATÉGIE,
L'AUTONOMIE DE CLASSE**

JAD, PARIS 18^e

**EST-CE LA MORT DU
NÉOLIBÉRALISME ?**

PAUL ET JAD, PARIS 18^e

**LA LONGUE MARCHÉ
DES SANS-PAPIERS VERS
LA LIBERTÉ**

MATHIEU, PARIS 20^e

**ENTRE LES LIGNES :
POUR UNE POSITION
RÉVOLUTIONNAIRE À L'ÉGARD
DU HAMAS**

MOSTAFA OMAR

**BASE ET SUPERSTRUCTURE
(ÉTÉ 1986)**

CHRIS HARMAN

**RÉVOLUTION ESPAGNOLE :
FRONT RÉPUBLICAIN OU
RÉVOLUTION SOCIALE**

GAËL, MONTREUIL

**UNE HISTOIRE POLITIQUE DES
SOUND SYSTEM (1^{ER} ÉPISODE)**

THOMAS, BOBIGNY

**AUTONOMIE DE CLASSE
- QUI SOMMES-NOUS ?**

A2C

WWW.AUTONOMIEDECLASSE.ORG

PRIX LIBRE (PRIX DE REVIENT 2 EUROS)